



UNIVERSITE D'ANTANANARIVO

.....0000000.....

FACULTE DE DROIT, D'ECONOMIE,
DE GESTION ET DE SOCIOLOGIE

.....0000000.....

DEPARTEMENT ECONOMIE

Second Cycle – Promotion Sortante

.....



OPTION : « MACROECONOMIE, FINANCE ET MODELISATION »

PROMOTION HARENA

Mémoire de fin d'études pour l'obtention du
Diplôme de Maitrise en Sciences Economiques

**« DETERMINANTS ET IMPACTS DE
L'INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER
A MADAGASCAR »**

Par : RANDRIANTOETRA Mamitiavina Hermann

Date de soutenance: 22 Avril 2016

Encadreur : Dr Aimé Herinjatovo RAMIARISON, Maitre de conférences

Date de dépôt : Mai 2016

REMERCIEMENTS

Je tiens à adresser mes remerciements les plus sincères à tous ceux qui de près ou de loin ont contribué à l'élaboration de ce travail :

- A Dieu tout puissant, pour le courage, la force et la patience nécessaires pour la réalisation de ce travail.
- A Monsieur Aimé Herinjatovo RAMIARISON notre encadreur de mémoire, pour ses précieux conseils et le temps qu'il a bien voulu nous consacrer.
- A tous les professeurs et le personnel administratif au sein du Département Economie.
- Aux parents et amis pour leurs soutiens et leurs aides durant l'accomplissement de ce mémoire.

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	1
 Partie I : APERCU DE L'IDE ET DES FIRMES MULTINATIONALES.....	3
Chapitre I : Définition et caractéristique de l'Investissement Direct Etranger et des firmes multinationales.....	4
Chapitre II : Théories, Stratégies et déterminants des IDE et théorie de la croissance	16
Partie II : APPROCHE EMPIRIQUE DE L'IDE A MADAGASCAR	30
Chapitre III : Situation de l'IDE à Madagascar	31
Chapitre IV : Les impacts de l'IDE à Madagascar	49
 CONCLUSION.....	61

LISTE DES ABREVIATIONS

BCM : Banque Centrale de Madagascar

BIANCO : Bureau Indépendante Anti-Corruption

CCE : Commission des Comités Européennes

CITE : Classification Internationale Type de l'Education

CNUCED : Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement

CPAC : Chaines Pénales Anti-Corruption

CSI : Comité pour la Sauvegarde de l'Intégrité

EDBM: Economic Development Board of Madagascar

EPI : Examen de la Politique d'Investissement

FBCF : Formation Brute du Capital Fixe

FMN : Firme Multinationale

FMI : Fond Monétaire International

IDE : Investissement Direct Etranger

ID: Investissement Direct

IED : Investissement Etranger Direct

INSEE : Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques

INSTAT : Institut National de la Statistique

ICA : Investment Climate Assessment

IPC : Indice de prix à la Consommation

IPC : Indice de Perception de la Corruption

IPF : investissement de Portefeuille

NTIC : Nouvelle Technologie de l'Information et de la Communication

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Economique

OLI : Organisation Localisation Internalisation

PIB : Produit Intérieur Brut

PNB : Produit National Brut

PED : Pays en Développement

QMM: QIT Madagascar Minerals

UE: Union Européenne

UNESCO: United Nations Educational Scientific & Cultural Organisation

WISCO: Wuhan Iron and Steel Corporation

WDI : World Development Indicators

ZEF : Zone et Entreprise Franche

ZFI : Zone Franche Industrielle

LISTE DES TABLEAUX

<i>TABLEAU 1: Flux d'IDE mondiale, par région, 2012-2014</i>	<i>13</i>
<i>TABLEAU 2: Evolution récente des flux d'IDE à Madagascar 2010-2013.....</i>	<i>34</i>
<i>TABLEAU 3: Evolution des flux d'IDE à Madagascar par pays d'origine 2010-2013</i>	<i>36</i>
<i>TABLEAU 4: Pourcentage des stocks d'IDE à Madagascar par pays d'origine 2010-2013...</i>	<i>37</i>
<i>TABLEAU 5: Répartition des flux d'IDE à Madagascar par branche d'activité 2010-2013...</i>	<i>39</i>
<i>TABLEAU 6: Variation annuelle des prix à la consommation 2010-2013.....</i>	<i>43</i>
<i>TABLEAU 7: Evolution de la position de Madagascar selon l'Indice de Perception de la Corruption 2010-2013.....</i>	<i>45</i>
<i>TABLEAU 8: Répartition de la population ayant suivi une éducation</i>	<i>46</i>
<i>TABLEAU 9 : Produit Intérieur Brut en terme nominal et en terme réel et taux d'inflation..</i>	<i>51</i>
<i>TABLEAU 10 : Résultats d'estimation de l'impact de l'IDE sur la croissance</i>	<i>59</i>

LISTE DES GRAPHIQUES

<i>GRAPHIQUE 1 : Flux d'IDE entrant à l'échelle mondiale et par catégorie de pays 2010-2014</i>	
.....	12
<i>GRAPHIQUE 2: Stock intérieur d'IDE mondial, par secteur, 2012</i>	15
<i>GRAPHIQUE 3: Flux d'IDE, à Madagascar, en dollars courants 2000-2013</i>	33
<i>GRAPHIQUE 4: Evolution du stock d'IDE à Madagascar 2000-2013</i>	35
<i>GRAPHIQUE 5: Contribution des branches dans le flux d'IDE à Madagascar 2010-2013...</i>	38

INTRODUCTION

Pendant les dernières décennies, le monde a subi des transformations importantes de son système de production en raison de la mondialisation de l'économie qui ne cesse de s'accélérer. L'essor de la mondialisation est marqué par le développement du commerce international, l'émergence de Nouveaux Pays Industrialisés, l'extension des firmes multinationales, le progrès de la science et de la technologie, mais aussi l'importance croissante de tous ces flux et de la concurrence internationale dans l'économie mondiale. Le développement des grandes puissances s'appuient, pour la plupart, avec une économie de marché. Aucun pays ne peut se passer des relations avec l'extérieur pour se développer. C'est notamment le cas pour Madagascar lorsqu'elle a recours à l'étranger pour rétablir son économie.

Madagascar figure parmi les pays pauvres en Afrique et connaît continuellement des crises politiques et économiques répétées. On peut dire que c'est un pays à vocation agricole, environ 86%¹ de la population se consacre dans le secteur agricole. Pourtant la production n'arrive pas toujours à ravitailler le pays, et la surface des terres cultivées² reste moindre mais aussi l'usage des avancées technologiques est de moins en moins fréquent. De plus, de nombreuses richesses naturelles existent et demeurent inexploitées. D'autres parts, l'industrialisation est encore si faible, étant une condition nécessaire dans le processus de développement. Cependant, la structure³ économique de Madagascar est prédominée par le secteur de service. La principale problématique qui se pose est la mobilisation des ressources pour développer le pays.

Nombreuses sont les solutions pour remédier à ce problème mais dans notre cas, nous avons plutôt recours aux Investissement Directs Etrangers à Madagascar du fait du problème de financement des activités domestiques avec les ressources domestiques souvent insuffisantes. Il est nécessaire de mieux comprendre ce phénomène. Il est d'actualité et fait l'objet des enjeux et facteurs pour le développement. Mais quel est l'impact des IDE sur l'économie du point de vue pays d'accueil ? Sont-ils bénéfiques pour Madagascar?

A titre d'hypothèse, on a supposé que les capitaux apportés par les IDE sont des variables explicatives positives à la croissance économique. Ce postulat est déjà montré par

¹ CNUCED, *Examen de la politique d'investissement de Madagascar*, octobre 2015, p31

² Terres irriguées : 2% des terres cultivées

³ Cf. annexe 3

certaines théoriciens de la croissance économique, comme Solow qui a illustré dans son modèle les rôles du capital, du travail, ainsi que du progrès technique dans la croissance économique. Deuxièmement, l'IDE n'a pas d'effet positif sur la croissance économique d'un pays à travers les spillovers (transfert de technologie, capital humain,...) que si ce dernier possède un certain niveau de développement donné et une bonne capacité d'absorption de nouvelles technologies.

Dans la littérature théorique, le rôle des IDE dans la croissance économique est perçu de différente manière par les courants de pensées. Selon les analyses marxistes, l'intégration au capitalisme est le facteur essentiel du sous-développement ; les IDE étaient considérés comme un facteur de domination. Par ailleurs, la théorie économique basée sur l'analyse néoclassique de la modernisation préconise que les IDE stimulent la croissance économique à travers la réalisation de ressources, l'accumulation du capital et les transferts technologiques.

L'apport de capitaux à travers l'IDE est nécessaire pour Madagascar, vu que le pays est en manque de source de financement pour dynamiser l'activité économique. C'est à partir de ce travail qu'on pourra déduire les opportunités qui peuvent s'offrir à Madagascar en recourant aux IDE. Le travail a pour objectif d'éveiller les décideurs politiques de l'importance de l'IDE et les aider à bien concevoir les politiques économiques pour assurer la croissance économique mais aussi d'améliorer la politique d'attractivité des IDE, les faire part des obstacles et menaces liés à l'IDE. D'un autre côté, il s'agit aussi de présenter les atouts et le climat des affaires à Madagascar pour attirer l'attention des investisseurs potentiels ayant l'idée de s'implanter à Madagascar.

La méthodologie employée sera d'abord tournée vers une méthode descriptive qui consiste à une simple présentation des faits, et aussi une analyse économétrique. On effectuera des recherches documentaires autour du lien IDE au près des bibliothèques, la consultation de certaines revues et la lecture des ouvrages. Et enfin, nous avons recueillis des données auprès de l'Institut National de la Statistique, des sites web de la Banque centrale de Madagascar et de la Banque Mondiale.

Notre mémoire est structuré comme suit : la première partie passe rapidement en revue les définitions et les principaux concepts relatifs à l'investissement direct étranger, à savoir les définitions de l'investissement direct étranger, les théories explicatives des IDE, et la définition de la firme multinationale et leur stratégie. La deuxième partie présente la situation de l'IDE à Madagascar. Il s'agit de mettre en relief les investissements que reçoivent Madagascar et l'impact sur la croissance économique.

Partie I : APERCU DE L'IDE ET DES FIRMES MULTINATIONALES

Les investissements directs Etrangers sont perçus comme des mouvements internationaux de capitaux réalisés pour maintenir, développer et créer une filiale à l'étranger. L'IDE est à l'origine de la création des firmes multinationales ou sociétés transnationales. Ces notions sont étroitement liées pour des buts plus ou moins communs, d'où la nécessité de mettre en exergue les éléments caractéristiques de ces deux notions. On va donc voir dans cette partie quelques concepts nécessaires qui peuvent être liés à l'Investissement Direct Etranger.

Chapitre I : Définition et caractéristique de l'Investissement Direct Etranger et des firmes multinationales

I.1.IDE⁴ et FMN⁵

I.1.1. L'investissement Direct Etranger

I.1.1.1 Définition de l'IDE

Par définition, un investissement direct étranger est un investissement effectué dans une économie étrangère par un résident d'une autre économie, en vue de dégager de revenu pendant un temps déterminé.

L'IDE selon le FMI :

Les IDE sont définis par le FMI (1997) comme étant ceux qui « sont effectués dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise exerçant ses activités sur le territoire d'une économie autre que celle de l'investisseur, le but de ce dernier étant d'avoir un pouvoir de décision effectif dans la gestion de l'Entreprise. Les entités ou les groupes d'entités associés non résidentes et qui effectuent les investissements sont appelés des Investisseurs Directs, et les entreprises érigées ou non en société (respectivement filiales ou succursales) dans lesquelles ces investissements directs ont été effectués, sont désignées par le terme `Entreprise d'Investissement Direct »⁶

La notion d'intérêt durable implique l'existence d'une relation de long terme entre l'investisseur direct et l'entreprise et l'exercice de contrôle sur la gestion de l'entreprise.

La notion de contrôle est déterminée à l'aide d'un pourcentage d'actif de la firme détenu par l'investisseur. Aujourd'hui, le seuil de 10% des actifs possédés par la maison mère définit le

⁴ Investissement Direct Etranger

⁵ Firmes multinationales

⁶ FMI, Manuel de la balance de paiement, 4^{ème} Ed., 1997

plus souvent le statut d'investissement direct. Ce niveau de détention permet de différencier, parmi les mouvements de capitaux à long terme notamment les investissements de portefeuille des IDE. En fait, ces derniers sont considérés comme des placements internationaux, tandis que les IDE introduisent une notion de pouvoir de décision de l'investisseur sur l'entreprise rachetée ou construite à l'étranger. L'IDE se traduit non seulement par un transfert de fond financier mais aussi par un transfert de technologie et de capital humain

Un flux de capital est donc un IDE si:

- il entraîne une notion de contrôle ou de pouvoir d'influences sur la gestion d'une entreprise étrangère qui, aux termes d'une prise de participation au capital suffisante, peut intervenir dans les choix stratégiques de l'entreprise investie ;
- il occasionne un transfert de compétences complexes (un ensemble technologique) qui ne se limite pas au simple transfert de capital mais comprend également des hommes ou des savoir-faire, licences, matériels technologiques ;
- et finalement s'il sert à produire de biens et services.

Au début des années quatre-vingt, l'OCDE a donné la définition suivante : « Toute personne physique, toute personne publique ou privée ayant ou non la personnalité morale, tout gouvernement, tout groupe de personnages physiques liées entre elles est un Investisseur Direct Etranger s'il possède lui-même une entreprise d'investissement direct, c'est-à-dire une filiale, une société affiliée ou une succursale faisant des opérations dans un pays autre que le ou les pays de résidence de l'investisseur ou des investisseurs directs »⁷

La Banque de France rejoint aussi la définition du FMI en matière d'IDE, selon la banque de France : « les investissements directs sont des investissements internationaux par lesquels des entités résidentes d'une économie acquièrent ou ont acquis un intérêt durable dans une entité résidente d'une économie autre que celle de l'investisseur. La notion d'intérêt durable implique l'existence d'une relation à long terme entre l'investisseur direct et la société investie et l'exercice d'une influence notable du premier sur la gestion de la seconde. L'investissement direct comprend à la fois l'opération initiale entre les deux entités et toutes

⁷OCDE, *Définition de référence des Investissements Directs Internationaux*, 4^{ème} éd., 2008, p57

les opérations financières ultérieures entre elles et entre les entreprises du même groupe international »⁸.

I.1.1.2 L'entreprise d'investissement direct

« Une entreprise d'investissement direct est une entreprise, résidente d'une économie, dans laquelle un investisseur résident d'une autre économie détient, directement ou indirectement, au moins 10% des droits de vote dans d'une société, ou l'équivalent s'il s'agit d'une entreprise non constituée en société »⁹

- une filiale est une entreprise dotée de la personnalité morale dont l'investisseur contrôle directement ou indirectement (par l'intermédiaire d'une autre filiale) plus de 50% des droits de votes des actionnaires ou a le droit de désigner ou de révoquer une majorité des membres du conseil d'administration, du directoire ou du conseil de surveillance.
- une société affiliée est une entreprise dans laquelle l'investisseur direct et ses filiales contrôlent 50% au plus (mais 10% au moins) des actions avec des droits de vote ou possèdent un pouvoir de décision effectif dans la gestion.
- une succursale est une entreprise filiale à 100% ou entreprise à participation n'ayant pas la personnalité morale distincte dans le pays d'accueil (bureau, biens meubles et immeubles, équipements...) appartenant directement ou indirectement à l'investisseur direct.

Il faut noter que les transactions de l'investissement direct sont constituées par :

- **Le capital social** : regroupe toutes les participations au capital des succursales, toutes les actions des filiales et des entreprises affiliées à l'exception des titres de créance.
- **Les bénéfices réinvestis** : c'est la part de bénéfice de l'investisseur direct issu de sa participation au capital social. Ils ne comprennent pas les dividendes des filiales ni des sociétés affiliées, ni même les bénéfices des succursales
- **les autres investissements directs** : concernent les emprunts et les prêts de ressources financières, y compris les titres d'emprunt, et les crédits-fournisseurs, entre

⁸ Page d'accueil du site de la Banque de France consacrée aux IDE www.banque-france.fr

⁹OCDE, *Définition de référence des Investissements Directs Internationaux*, 4^{ème} éd., 2008, p57

des investisseurs directs et les filiales, succursales et entreprises apparentées, tels qu'ils ressortent des créances et des engagements interentreprises (compte à recevoir et à payer), respectivement. Les prêts des investisseurs directs aux filiales que les prêts des filiales aux investisseurs directs y sont inclus. Il y a aussi lieu de distinguer les investissements à court terme et moyen et à long terme.

I.1.2 La firme multinationale

I.1.1.2 Définitions¹⁰

Les dits FMN entretiennent actuellement une part importante des échanges internationaux sur le commerce mondial et aussi sur les activités économiques mondiales. Ce fait peut s'expliquer par un lien juridique entre deux sociétés par le seul fait d'une participation au capital de l'une par l'autre. Autrement dit, une société appelée « société mère » possède un pouvoir réel sur une autre société connue de « société filiale ».

Pour certains auteurs, notamment John H. Dunning, une entreprise multinationale est celle qui possède et contrôle des établissements de production dans plus d'un pays. C'est la définition la plus englobante qui soit de l'entreprise multinationale. Pour d'autres auteurs comme J. N. Behrman, une entreprise ne doit être qualifiée de multinationale que dans la mesure où elle a recourt à une gestion commune et à une stratégie unique, à la fois pour les opérations à l'étranger et pour celle qui se font dans son pays d'origine.

L'entreprise a pour objectif de servir le marché mondial, investit partout dans le monde et composé de plusieurs dirigeants de nationalités différentes de façon à former une élite cosmopolite. L'entreprise multinationale cherche toujours à produire à moindre coût dans le pays qu'elle croit plus convenable ou plus bénéfique possible.

Et enfin, l'entreprise multinationale devient la canalisation de l'investissement direct à l'étranger par une même entreprise qui exerce son activité dans plusieurs économies (quatre ou cinq au moins) et qui partage ses opérations mondiales entre divers pays en vue de réaliser ses objectifs d'ensemble propre.

¹⁰ BONIN, Bernard, *L'Entreprise Multinationale et l'Etat*, Etudes Vivantes, Montréal, 1984

I.1.2.2 Éléments caractéristiques de l'entreprise multinationale

D'abord, une multinationale est caractérisée par un investissement à l'étranger. C'est ce qui fait la présence du préfixe multi dans le terme multinationale parmi tant d'autres qui peuvent être parfois utilisés pour d'autres cas, tels sont : trans, supra, inter, multi. Par ailleurs, avec le mot national, ces préfixes donnent tous les mêmes significations désignant les entreprises qui veulent se réunir dans l'unique objectif d'augmenter le volume ou la taille grâce à un investissement entre deux entreprises afin de maximiser le profit par des coûts si peu élevés. Dunning dit des FMN par sa description, « toute entreprise qui possède ou contrôle des moyens de production dans plus d'un pays » alors que la CEE les considère, quant à elle, « toute entreprise qui exerce, de façon permanent, dans différents pays, des activités dont elle assure la coordination »¹¹.

Ensuite, les multinationales doivent appliquer leurs gestions à un niveau international en tenant compte de la taille de l'organisation en question et des activités entretenues. A la différence de grandes firmes nationales, les FMN effectuent dans plusieurs pays différents des investissements directs en les spécialisant chacun à un lieu d'activités spécifiques. Enfin, les FMN se distinguent de toute autre entreprise par leur application d'une stratégie mondiale. Le seul principe qui les guide c'est de considérer le monde comme une unité économique comparable à un pays.

L'entreprise multinationale présente une grande souplesse et de mobilité. En effet, l'allocation des ressources n'est pas la même dans le monde, ses politiques devraient être empreinte de souplesse. Et par ailleurs, contrairement aux entreprises nationales, les firmes multinationales sont en mesure de se déplacer facilement dans le temps et dans l'espace. Par exemple, elle peut déplacer sa production d'un pays à l'autre, ne supportant plus le coût de construction de nouvelle installation de production.

Cette souplesse, cette mobilité viennent d'ailleurs que l'entreprise multinationale adopte ou tend à adopter une orientation mondiale. Selon R. D. Robinson, chaque fois qu'une filiale exploite une ressource qu'une entreprise affiliée aurait pu tirer un grand profit ou plus de pouvoir, elle le fait au détriment de l'ensemble de l'organisation. La véritable entreprise multinationale s'accommode mal de force centrifuge. Elle cherche à agencer les activités de façon à minimiser les coûts qui lui sont imposés de l'extérieur.

¹¹ Commission des Communautés Européennes

Enfin pour ce genre d'entreprise, la maîtrise gouvernementale s'effectue plus difficilement que sur l'entreprise nationale. Les gouvernements ne sont pas en position de force mais en position de négociation sauf par expropriation.

I.1.2.3 Différence entre investissement direct et l'entreprise multinationale

La distinction entre investissement direct et l'entreprise multinationale a plutôt recours à des critères opératoires. Mais il existe peu de renseignements officiels sur la firme multinationale que les investissements directs. En effet, ces deux notions ne sont pas une seule et même chose : en effet, la première constitue une sous-catégorie de la seconde. De manière que l'investissement s'accroît, il y a toujours un contrôle des affaires dans un pays par une entreprise qui est localisée dans un autre pays.

Il convient de bien saisir le sens que l'on donne à l'investissement direct. Les statistiques sont basées sur une combinaison de notion juridique et statistique de propriété et de contrôle. La propriété est alors définie comme étant les pourcentages des actions délibérantes d'une entreprise détenue par les non-résidents, et le contrôle est le pourcentage de la propriété nécessaire pour qu'une entreprise soit considérée comme étant contrôlée à l'étranger. Ce pourcentage permettant de définir le contrôle quelque peu selon les pays.

I.2. Typologie de l'IDE

L'IDE peut prendre les formes suivantes :

I.2.1 Selon le mode de calcul

On peut spécifier :

- d'un côté, les flux d'investissement direct étranger qui représentent des mesures de l'IDE pendant une période donnée telle que le mois, le trimestre, ou l'année. Ils désignent une variation des montants d'investissement direct étranger entre deux dates. Ils indiquent donc un mouvement. On peut citer : les apports nets en capital imputé par l'investisseur direct sous forme d'achat d'actions, d'augmentation de capital sociale ; prêts nets, y compris les prêts à court terme et avances alloués par la maison mère à sa filiale ; bénéfices et dividendes non redistribués qui seront réinvestis.
- d'un autre côté, les stocks d'IDE expriment un niveau constaté d'investissement direct étranger à un moment donné ou à une date donnée. Le stock d'IDE entrant/sortant est

constitué du cumul des IDE entrant/sortant dans un pays sur plusieurs années. Il est alimenté par les flux entrants/sortants d'IDE moins la dépréciation des investissements précédents.

I.2.2 Selon la mode d'entrée :

les firmes multinationales peuvent réaliser de l'investissement direct étranger en créant des filiales à l'étranger ou en se fusionnant ou en acquérant une entreprise déjà existante dans le pays d'accueil.

Trois types d'IDE peuvent être distingués, à savoir :

(i) **Fusions –acquisitions** : Cette expression recouvre les différents aspects du rachat du capital d'une entreprise, d'une division d'entreprise, voire d'actifs, par une autre entreprise. On parle d'une acquisition lorsqu'une société rachète une autre plus petite ou moins performante. Et on parle de fusion lorsque deux sociétés se fusionnent pour agrandir leur pouvoir contre la concurrence par exemple. On peut distinguer deux types de fusion-acquisition selon leur motif : concentration horizontale comme le rachat de concurrent sur le même marché, concentration verticale comme le rachat des clients et / ou de fournisseurs, fusion congloméra entre des firmes sans relations de rivalité substitution ni complémentarité comme la formation d'un groupe industrielle diversifié. Un exemple de cas de fusion acquisition : quand le groupe Castel, propriétaire de la Société Tananarivienne de réfrigération (Star), est devenu légalement le nouvel actionnaire majoritaire de la Nouvelle brasserie de Madagascar (NBM), propriétaire et producteur de la bière skol.

(ii) **une création ex-nihilo** qui consiste à créer une ou plusieurs filiales qui peuvent être indépendantes ou sous le contrôle de la maison mère. Elle se caractérise par l'installation de nouveaux moyens de production, transfert de capital financier et transfert de facteur de production tel que la connaissance la technologie, main d'œuvre, recrutement de nouveaux employés. Comme la création d'entreprise s'effectue à l'étranger et peut être sous le contrôle direct de la maison mère, la notion se rapproche plutôt du terme « délocalisation » qui s'agit pour l'entreprise « de fabriquer là où c'est le moins chère et de vendre là où il y a pouvoir d'achat »¹² ou encore qui consiste pour l'entreprise « à cesser de produire tout ou une partie de sa production sur le territoire national et le transférer dans un autre pays »¹³

¹² TAPIA Corinne, *Les Délocalisations Internationales*, Hatier 1995, p10

¹³ Ibid

(iii) **une participation** : une société est une société de participation si elle détient une part entre 10% et 50 % du capital d'une autre société. Elle permet également de gagner en installation, en études et en production.

I.2.3 Selon la logique de sa création

En introduisant cette logique, MARKUSEN distingue: les IDE horizontaux et les IDE verticaux.

Les premiers IDE visent le marché local, leurs logiques correspondent à une recherche de marché. Elles visent à faciliter l'accès de l'investisseur aux marchés étrangers dans l'espoir de développement futur. De même, face aux différents obstacles à l'exportation, l'investisseur préfère s'implanter à l'étranger pour y instaurer les différentes étapes de processus de production et servir le marché local que son pays d'origine.

A l'opposé, les IDE verticaux sont tournés vers l'exportation, il s'agit dans ce cas d'une recherche d'efficacité. L'investisseur fragmente les différentes étapes de conception, de production et de commercialisation des produits en s'implantant dans des pays différents des filiales et en y fabriquant des produits finis ou semi-finis. Dans ce cas, l'IDE vertical procure des avantages que possède le pays comme avantage en coût de facteurs pour en servir la maison mère.

La notion d'IDE vertical est assimilée à la délocalisation défensive pour se protéger de la concurrence de certains pays (ceux notamment dont le coût salariaux sont très bas) et part donc à la recherche des coûts de production moins élevés tandis que l'IDE horizontal se réfère à la délocalisation offensive pour y conquérir des parts de marchés, en étant ainsi près des consommateurs.

Toutefois la distinction entre l'IDE vertical et l'IDE horizontal n'est pas aussi claire, mais on va revoir en détail ces deux notions dans la section stratégies des IDE.

I.3 L'IDE dans le monde

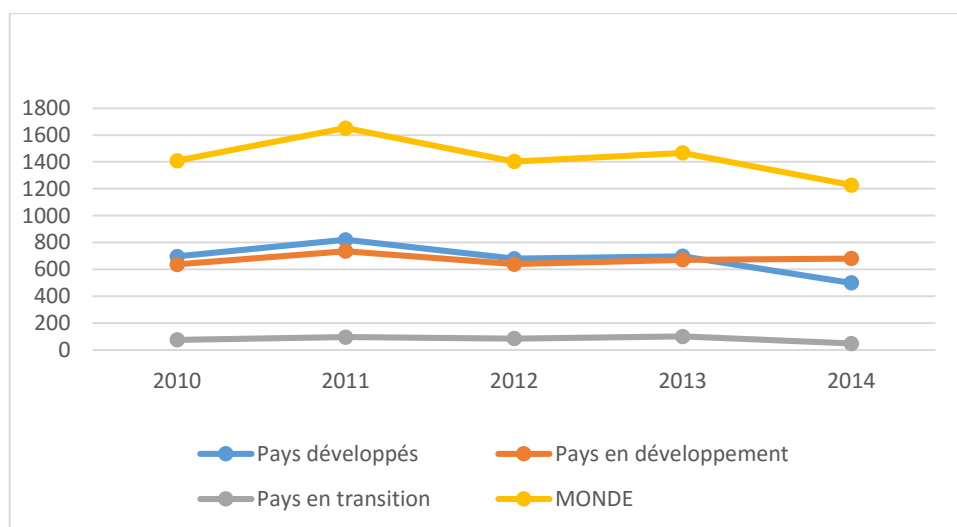
Après avoir vu quelques notions sur l'IDE, il est nécessaire d'aborder un aperçu de l'IDE dans le monde. Dans cette section, on va voir les flux entrants et sortants d'IDE dans le monde, les principaux pays investisseurs ainsi que les pays d'accueils.

I.3.4 Tendance globale de l'IDE

Les entrées mondiales d'IED ont diminué de 16 % en 2014 pour s'établir à 1230 milliards de dollars, contre 1470 milliards de dollars en 2013 (graphique 1), une évolution expliquée notamment par la fragilité de l'économie mondiale, l'incertitude des investisseurs quant aux politiques publiques et les fortes tensions géopolitiques. De plus, les nouveaux investissements ont été contrebalancés par quelques très importantes opérations de cession. Par contre, les flux d'IDE mondial en 2013 sont en hausse par rapport à 2012 passant de 1403 à 1467 milliards de dollars, progressant dans toutes les catégories de pays, pays développés, pays en développement et pays en transitions.

En 2012 par rapport à 2011, l'IDE mondial a chuté de 17,74% pour s'établir à 1403 milliards de dollar. La fragilité économique et les orientations incertaines d'un certains nombres de grands pays ont incité les investisseurs à la prudence. On remarque aussi que durant la période considéré, le montant de flux d'IDE entrant a atteint son niveau maximal en 2011 s'établissant à 1652 milliards de dollar.

GRAPHIQUE1 : Flux d'IDE entrant à l'échelle mondiale et par catégorie de pays 2010-2014



Source : élaboré par l'auteur à partir des bases de données sur les IDE et les entreprises multinationales (www.unctad.org/distatistics).

Les facteurs qui pourraient favoriser une reprise des flux d'IDE sont nombreux : le renforcement de la croissance économique dans les pays développés, les effets positifs sur la demande de la baisse du prix du pétrole et des politiques monétaires accommodantes, et le maintien des mesures de promotion et de libéralisation de l'investissement. Le modèle prévisionnel de la CNUCED sur l'IED et une enquête de conjoncture qu'elle a menée sur de

grandes entreprises multinationales annoncent une hausse des flux d'IED pendant et après l'année 2015.

Toutefois il est nécessaire de rappeler que d'autres facteurs économiques et politiques pourraient remettre en cause aussi la reprise attendue, notamment les incertitudes qui constituent de planer sur la zone euro, les possibles répercussions des tensions géopolitiques et certaines fragilités des pays émergents.

I.3.5 Les principaux pays investisseurs et les pays destinataires

Les entrées d'IDE dans les pays en développement ont atteint 681 milliards de dollars en 2014 (Tableau 1). Ce groupe de pays compte maintenant pour 55 % des entrées mondiales d'IED. Cinq des dix premiers destinataires de l'IED sont des pays en développement.

L'augmentation des entrées d'IED dans les pays en développement s'est surtout concentrée en Asie. Les flux d'IED à destination de cette région ont progressé de 9 % pour atteindre près de 465 milliards de dollars, soit plus des deux tiers du total des entrées dans les pays en développement.

Alors que les flux d'IED à destination de l'Afrique sont demeurés inchangés à 54 milliards de dollars, la contraction des flux à destination de l'Afrique du Nord ayant été compensée par l'augmentation des flux vers l'Afrique subsaharienne. Les entrées d'IED dans les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes ont baissé de 14 % à 159 milliards de dollars, après quatre années consécutives de hausse.

La Fédération de Russie a chuté du 5e au 16e rang des pays bénéficiaires. Cette chute a concouru dans une large mesure à la diminution de 52 % des entrées d'IED dans les pays en transition, qui ont baissé à 48 milliards de dollars.

TABLERAU 1: Flux d'IDE mondiale, par région, 2012-2014 (en milliards de dollars)

Région	Entée d'IDE			Sortie d'IDE		
	2012	2013	2014	2012	2013	2014
Pays développés	679	697	499	873	834	823
Union Européenne	401	326	289	376	317	316
Amérique du Nord	209	301	146	365	379	390
Pays en	639	671	681	357	381	468

développement						
Afrique	56	54	54	12	16	13
Asie	401	428	465	299	335	432
Asie de l'Est et du Sud Est	321	348	381	266	292	383
Asie du Sud	32	36	41	10	2	11
Asie occidentale	48	45	43	23	41	38
Amérique latine et Caraïbes	178	186	159	44	28	23
Océanie	4	3	3	2	1	0
Pays en transition	85	100	48	54	91	63
MONDE	1403	1467	1228	1284	1306	1354

Source : CNUCED, *rapport sur l'investissement dans le monde*, 2015

En 2014, les entreprises multinationales des pays en développement ont investi près de 468 milliards de dollars à l'étranger, 23 % de plus que l'année précédente. Les pays en développement représentent maintenant plus d'un tiers des sorties mondiales d'IED, soit une progression de 13 % par rapport à 2007. Comme à l'entrée d'IDE, c'est l'Asie, notamment l'Asie de l'Est et du Sud Est qui contribue le plus à la sortie d'IDE pour la part des pays en développement avec un montant de 432 milliards de dollars.

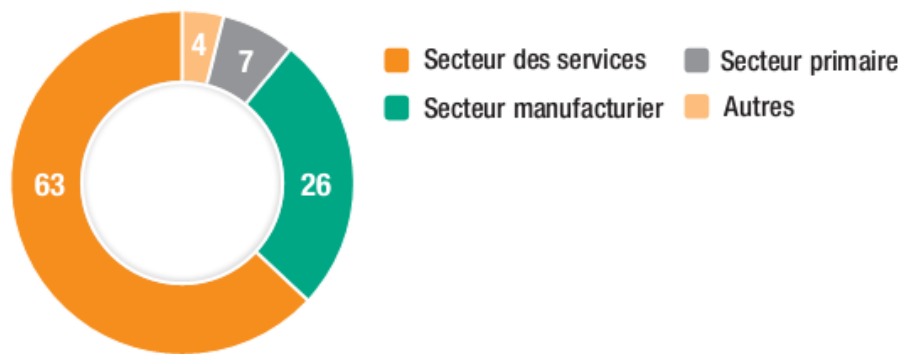
Cependant, les pays développés restent toujours aux premiers rangs des investisseurs potentiels avec un flux sortant d'IDE variant autour de 823 milliards de dollars en 2014 même s'il y a une baisse par rapport aux deux années précédentes. Les principaux pays investisseurs sont, par ordre décroissant, les Etats-Unis, le Japon, le Pays Bas, le Canada.

I.3.4 Répartition sectorielle de l'IDE dans le monde

L'IDE peut se partager principalement, soit dans le secteur des services, soit dans le secteur primaire, soit dans le secteur manufacturier. En 2012, 63 % du stock mondial d'IED étaient investis dans les services, soit deux fois et demi de plus que dans le secteur manufacturier (26 %) et neuf fois de plus que dans le secteur primaire (7 %) (Graphique 2). Ce part important du secteur service peut s'expliquer par le fait qu'il y a plusieurs années que l'IDE s'est inscrit dans ce secteur. Etant donné que les services occupent une place

prépondérante de la valeur ajoutée mondiale, la part de l'IDE dans ce secteur pourrait encore augmenter.

GRAPHIQUE2: *Stock intérieur d'IDE mondial, par secteur, 2012 (en pourcentage de la valeur totale)*



Source : CNUCED, *rapport sur l'investissement dans le monde*, 2015

En effet, plusieurs facteurs peuvent encore expliquer l'augmentation de la part d'IDE dans le secteur service comme la libéralisation croissante de ce secteur dans les pays d'accueil, le développement de la Nouvelle Technologie de l'Information et de la Communication (NTIC), qui permet facilement d'exporter plus facilement les services ; ou encore les chaînes de valeur mondiales qui a favorisé l'internationalisation des services lié à l'activité manufacturière.

Ce premier chapitre nous a permis de se familiariser avec les différentes définitions et concepts d'IDE et de firmes multinationales mais aussi de voir un petit aperçu de la situation de l'IDE dans le monde. Maintenant, on va encore poursuivre et approfondir le concept d'IDE. Le deuxième chapitre va présenter les théories qui émanent de l'IDE, de la croissance économique, et surtout les stratégies des IDE. L'intérêt du chapitre suivant porte notamment sur les relations théoriques existants entre IDE et croissance économique.

Chapitre II : Théories, Stratégies et déterminants des IDE et théorie de la croissance

Différents théories expliquent le phénomène des Investissements Directs à Etrangers ; il s'agit soit de l'initiative de la firme multinationale pour chercher des conditions favorables pour maximiser les profits, soit il s'agit du pays d'accueil qui présentent des opportunités que les Investisseurs ne sont pas prêts à refuser. Ces deux acteurs connaissent des intérêts mutuels et peuvent agir sur la croissance économique. On va voir dans les sections qui suivent les théories, stratégies, et déterminants des IDE. Et on terminera le chapitre par la théorie de la croissance économique relative aux IDE.

II.1 Théories des IDE

II.1.1 Théorie du cycle international de vie d'un produit

La théorie du cycle de vie d'un produit a été initiée par VERNON (1966 et 1979)¹⁴ pour expliquer déjà les facteurs qui poussent les FMN à se délocaliser dans un pays. En fait, durant sa période de lancement, le produit fabriqué requiert de main d'œuvre qualifiée et est destiné aux consommateurs qui ont un revenu élevé. Dans la phase de maturité, grâce à l'économie d'échelle réalisée, le produit est fabriqué à grande échelle et le coût unitaire de production baisse. C'est dans cette phase que l'exportation s'entreprend pour contourner les barrières tarifaires et pour garder la part de marché de la firme face aux concurrents potentiels produisant le même produit. Et enfin dans la phase de déclin du produit, il est fabriqué en masse à faible coût de main d'œuvre et souvent peu qualifié, c'est pourquoi les FMN entament une délocalisation vers les PED pour pouvoir aussi réexporter vers les pays développés et servir le marché local.

II.1.2 Théorie de l'oligopole international

L'évolution technologique est un facteur explicatif du phénomène de multinationalisation. Craignant de perdre leur monopole technologique, les FMN réalisent des IDE dans les pays développés pour conserver leurs parts de marché. En réaction, le pays

¹⁴ - VERNON R. (1966): "International investment and international trade in the product cycle", *Quarterly Journal of Economics*, 80, 1966

- VERNON R. (1979): "The product cycle hypothesis of international trade: US export of consumer durables", *Oxford Bulletin of Economics and statistics*, Vol. 41, No 4, November 1979, Pg 255-258.

d'accueil réalise aussi un IDE dans le pays d'origine du pays investisseur pour conserver de même son part de marché.

KNICKERBOCKER (1973) a avancé que si la firme multinationale leader de l'oligopole décide de réaliser un IDE dans un pays donné pour modifier à son avantage la structure du marché, alors par réaction à l'agression ou par imitation, les firmes multinationales suiveuses de l'oligopole vont investir dans ce pays. Et comme les firmes multinationales suiveuses proviennent de divers pays d'origine, l'oligopole devient international.

II.1.3 L'approche éclectique

DUNNING (1977) a effectué une première tentative pour aborder le facteur explicatif poussant les firmes à investir à l'étranger : le paradigme OLI ou l'approche éclectique. En fait, d'après le paradigme OLI, une firme décide d'investir à l'étranger si trois types d'avantages sont réunis :

- **L'Organisation** : c'est un avantage spécifique de la firme. Les firmes investissent à l'étranger parce qu'elles possèdent des avantages spécifiques par rapport aux autres permettant d'abaisser le coût généré par le marché. Elles peuvent être des savoirs spécialisés, des innovations. Ensuite, elles peuvent être reliées aux économies d'échelle, économies de gamme ou des avantages de types monopolistiques ;
- **La Localisation** : elle concerne l'avantage spécifique du pays. Les firmes s'installent là où les avantages d'un pays maximisent leurs avantages spécifiques. DUNNING a considéré trois paramètres pour comparer les pays selon leurs avantages spécifiques :
 - *L'environnement* qui concerne la disponibilité des facteurs de productions, leur quantité et leur qualité, la grandeur du marché, la distance et la communication avec le réseau local.
 - *Le système* qui comprend les éléments sociaux et culturels comme l'attitude avec les étrangers, le langage et la culture
 - *La politique* qui fait référence aux politiques du pays par exemple la restriction ou protectionnisme commercial du pays
- **L'Internalisation**: celle-ci réside dans les avantages potentiels d'une « internalisation » de l'exploitation des actifs en raison de certaines formes de

défaillance de marché. L'internalisation de l'exploitation des actifs permet d'éviter les coûts associés aux transactions entre sociétés indépendantes, coûts liés à la passation des contrats et à la garantie de la qualité. Par ailleurs, une firme a le choix entre plusieurs procédés pour prendre de l'extension ou pénétrer de nouveaux marchés : exporter le produit, déléguer à une autre compagnie la distribution du produit, soit en donnant une licence d'importation ou de fabrication, soit en recourant à la sous-traitance, établir des « partenariats », implanter une filiale lui appartenant à 100% soit en la créant entièrement, soit en fusionnant avec une entreprise locale ou l'en acquérant.

L'IDE est choisi pour pénétrer un marché étranger quand la firme réunit simultanément les trois types d'avantages OLI. Par contre elle exporte si elle ne possède que O et I, et vend une licence à une firme locale ou choisit une autre forme d'investissement si elle ne détient que O.

II.1.4 L'approche par l'économie internationale

Selon les théoriciens de l'économie internationale, le phénomène de multinationalisation qui est à la base de l'IDE repose sur les avantages comparatifs des pays d'accueil notamment le prix des facteurs de production, comme c'est le cas des salaires moins élevés chez certains pays, mais aussi la demande sur le marché local d'implantation. Cette explication est inexacte théoriquement lorsqu'on considère le rapport productivité-coût. Les FMN sont surtout localisés dans des pays présentant une qualité relative de capital humain.

Certains auteurs affirment que les FMN sont attirées par les pays à forte technologie pour y acquérir des nouvelles techniques avancées grâce au processus d'apprentissage et d'autres disent qu'ils sont localisés dans des pays ayant une dépense considérable dans la recherche et développement.

En outre, selon les théoriciens de l'Economie internationale, l'IDE sert aussi à contourner les coûts de transactions liées à l'exportation notamment de bien lourd à faible valeur et contourner les barrières tarifaires. Et aussi, l'IDE est attiré par les avantages spécifiques des réglementations étatiques et pour pénétrer le marché local d'implantation.

II.2 Les stratégies des IDE

II.2.1 La stratégie d'accès aux ressources naturelles

Cette stratégie consiste aux FMN à s'approvisionner des ressources naturelles dans les pays où elles sont abondantes notamment dans les PED. Pour divers raisons comme climatologiques, les ressources naturelles sont peu abondantes dans les pays d'origine des maisons mères. La FMN s'approvisionne à partir de plantation, d'activité extractive et comptoir de commerce à l'étranger. Cette stratégie est dénommée aussi « stratégie d'approvisionnement » qui s'applique le plus souvent dans les cas des secteurs miniers, énergétiques et métallurgiques dépendants beaucoup des intrants en matières premières.

II.2.2 La stratégie d'accès au marché

Les problèmes ou obstacles liés à l'échange aux niveaux internationaux comme les barrières tarifaires, les mesures anti-dumping, la restriction à l'exportation incitent les firmes à recourir à l'IDE pour éviter à ces obstacles. Compte tenu de cela, il serait bénéfique pour eux de faire un IDE que de recourir au commerce.

MARKUSEN considère que la firme multinationale optera pour l'IDE à la place du commerce si elle répond aux conditions suivantes :

- ✓ Elle a la possibilité de réaliser des économies d'échelles grâce à des avantages spécifiques
- ✓ Elle peut bénéficier de coûts d'implantation relativement faibles
- ✓ Si le marché d'implantation dans le pays d'accueil est important et les coûts de transaction sont élevés.

Cette stratégie consiste pour la firme à produire pour les marchés locaux d'implantation ayant souvent la même structure de marché et un niveau de développement équivalent au pays d'origine. Elle s'effectue par des flux d'investissements croisés entre pays Nord-Nord, les pays émergents ou les pays développés d'où l'appellation « stratégie horizontale ». Cette dernière est aussi caractérisée par la nature intra-firme des flux. Non seulement les produits et les techniques de productions ne diffèrent guère d'un pays à l'autre mais, en outre, les investissements sont réalisés dans les mêmes secteurs d'activité.

II.2.3 La stratégie de minimisation des coûts : la stratégie verticale

Il y a IDE verticale lorsque les différentes étapes du processus de production d'une firme sont localisées dans des pays différents à travers une décomposition internationale du processus productif. La stratégie verticale est une stratégie de minimisation des coûts. Les firmes profitent des avantages comparatifs de certains pays notamment la différenciation des dotations factorielles et le faible coût de production (travail, capital, intrants) en se spécialisant dans un segment de la chaîne de valeur, par exemple l'assemblage, fabrication d'un composant de produit ou distribution. La production de la firme est destinée à l'exportation et non pas au marché d'implantation ou accéder à de nouveau marché.

La stratégie est dénommée verticale car il s'agit d'un flux d'investissement entre pays Nord-Sud, c'est-à-dire les pays développés vers les pays en voie de développement, fondé sur l'inégalité de développement et contraire aux stratégies horizontales. Les IDE verticaux sont intersectoriels mais non pas intra branche.

II.2.4 La stratégie de partenariat

La stratégie de partenariat a pour but de réduire le coût fixe et l'apport en capitaux de la firme en faisant sous-traiter certaines activités de la FMN par d'autres entreprises qui étaient auparavant gérées par la maison mère. Elles s'organisent en « firme réseau » ou « partenariat » ou s'allient avec d'autres « réseaux firmes » pour accaparer de nouveau marché.

Les firmes multinationales qui adoptent cette stratégie sont appelées « firmes globales ». Ces firmes se partagent les coûts, l'obsolescence des produits, les dépenses en recherche et développement et se répartissent les innovations et les nouvelles découvertes scientifiques.

II.3 Les déterminants des IDE

Comme nous l'avons évoqué antérieurement, les firmes multinationales sont à la base des Investissements Directs Etrangers. Les firmes multinationales adoptent des stratégies pour maximiser ses gains, cherchent de nouvelles ressources à exploiter pour maximiser ses profits. De l'autre côté, les pays d'accueil tentent de réunir un cadre favorable et propice pour attirer les IDE. Pour cela, les pays d'accueil doivent disposer d'un certain nombre de déterminants préalables et nécessaires à l'attractivité comme la stabilité politique, la stabilité économique, l'environnement juridique et ainsi que d'autres déterminants tel que la croissance

économique, la taille du marché et les ressources naturelles et biens d'autres. D'après Michalet (2000), les investisseurs n'aiment pas l'incertitude ou encore, ils s'efforcent de réduire au maximum les coûts de transaction ; le statut de prérequis se situe dans cette logique initiale.

II.3.1 La stabilité politique

Ce paramètre dépend des institutions et des politiques publiques élaborées par les gouvernements pour servir de cadre aux relations économiques et sociales. La stabilité politique a une grande importance aux investisseurs car elle peut influencer les décisions des firmes multinationales en matière d'investissement. Une bonne stabilité politique incorpore un système juridique efficace, transparent et respectant les droits de propriété et les droits individuels, ensuite des institutions publiques stables et honnêtes, des politiques gouvernementales propices à des marchés libres et ouverts.

Face à l'instabilité politique, l'investisseur sera amené soit à reporter l'investissement, soit à désinvestir, soit à investir dans un autre pays plus stable. En fait, les investisseurs sont moins averses aux risques, ils n'aiment pas l'incertitude et fera arbitrage entre pays dans laquelle son projet sera plus efficace et efficient compte tenu de la stabilité politique. La stabilité politique a un effet sur la sécurité des affaires, d'où son importance dans le choix de localisation des IDE.

D'après Michalet (2000), il est probable que le pays soit rayé de la longue liste, au moins temporairement, si la probabilité d'un coup d'état est élevée ; même si la rentabilité d'un projet est attrayante. Mais si les perspectives à long terme sont très attractives, alors l'investisseur adoptera une attitude de « wait and see » consistant à réduire son implantation au minimum afin de maintenir une présence qui lui permet d'observer de plus l'évolution de la situation du pays, d'y affirmer une présence suffisante pour démontrer l'intérêt de la firme à développer une activité locale et suivre attentivement les opérations de ses concurrents

Au-delà des variables reflétant un environnement généralement favorable des affaires, les FMN se préoccupent de la stabilité politique et économique. Il est difficile de dissocier les deux. La stabilité économique ne peut être assurée dans un climat de forte tension politique. En revanche la stabilité politique n'implique pas nécessairement la stabilité économique.

II.3.2 La stabilité économique

Comme on l'a cité plus haut, les investisseurs détestent l'incertitude, ils auront tendances à investir dans un projet qui est effectivement rentable et certain. Or, avec une atmosphère économique instable, les investisseurs étrangers sont peu incités à engager leurs capitaux dans des projets aux rendements futurs incertains. Les investisseurs étrangers s'intéressent à la stabilité de certains critères qui sont : la croissance économique, la maîtrise de l'inflation, la stabilité du taux de change.

- **La croissance économique** : une croissance économique est mesurée par les indicateurs de développement macroéconomique tels que le niveau de vie (revenu par tête, consommation par tête), de la production (degré d'industrialisation), du commerce extérieur (degré d'ouverture) et de l'emploi (le taux de chômage, le degré de qualification des mains d'œuvre).

On comprend que la croissance économique puisse être un déterminant majeur pour attirer les IDE car si on prend par exemple le commerce extérieur ; l'ouverture d'un pays au commerce s'exprime par la diminution progressive des contrôles et restrictions qui s'opposent aux libres échanges. Les firmes multinationales engendrent des importations de biens intermédiaires et l'exportation de biens finals entre pays d'origine et pays d'accueil et des échanges intra-firmes importants. Le degré d'intégration à l'économie mondiale est donc important. Mais il faut remarquer aussi que le degré d'ouverture suscite l'arbitrage entre IDE vertical et IDE horizontal. Le protectionnisme est à la base de ce dernier tandis que la production liée à l'IDE verticale est destinée à l'exportation.

- **L'inflation** : « C'est la perte du pouvoir d'achat de la monnaie qui se traduit par une augmentation générale et durable des prix. Il s'agit d'un phénomène persistant qui fait monter l'ensemble des prix »¹⁵. C'est un indicateur de la stabilité d'un pays. Elle peut mettre les investisseurs dans une position défavorable.

A titre d'exemple, l'inflation¹⁶ provoque la dépréciation monétaire, qui elle-même, alimente l'inflation par le biais des importations (plus chères) ; la faiblesse de la monnaie nationale aboutit à l'inconvertibilité. Pour y remédier l'Etat essaie de réduire les importations et d'augmenter les exportations, introduisant des mesures discriminatoires vis-à-vis des entreprises étrangères.

¹⁵ Définition selon l'INSEE (Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques)

¹⁶MAROIS, Bernard, *le risque pays*, presses universitaires de France, 1990, p18

- **Le taux de change** : c'est le prix d'une monnaie en termes d'une autre monnaie. Vu que l'IDE entraîne des mouvements internationaux de capitaux, et donc des transactions importantes libellées en devise étrangère, l'instabilité du taux de change place l'investisseur dans une position incertaine qui peut le décourager et conduire aux retraits des investisseurs.

II.3.3 Autres déterminants de l'IDE

II.3.3.1 La taille du marché

Une des stratégies des IDE est l'accès au marché pour éviter les obstacles liés à l'échange international. La firme multinationale requiert donc une taille de marché plus importante pour accaparer une large part de marché. Les grands marchés dans lesquels la demande des consommateurs est loin d'être satisfaite constituent un potentiel qui attire les investisseurs. Les informations sur la taille du marché, la possibilité d'accéder aux marchés régionaux, la qualité des infrastructures et les préférences des consommateurs suscitent ou non l'entrée de l'IDE pour des réseaux de commercialisation plus vastes.

II.3.3.2 Les ressources naturelles

Elles constituent l'un des facteurs les plus déterminants qui attirent les investisseurs vu que le pays d'accueil auquel s'intéresse l'investisseur est doté de ressources abondantes et que ce pays n'ayant pas en contrepartie le capital, le savoir-faire, les compétences et l'infrastructures nécessaires pour les exploiter et les commercialiser. C'est le cas notamment pour certains pays d'Afrique où des richesses naturelles commencent à être découvertes ou qui sont encore inexploitées du fait du manque de soutien et moyen à l'extraction, on peut citer les gisements de pétroles, les gisements miniers, les gaz naturels. Ce secteur intéresse beaucoup les investisseurs, vu la rareté de ces ressources dans le monde.

II.3.3.3 Les facteurs de productions

Bien que l'IDE est caractérisé par un transfert international de capitaux (technologie, capital humain, savoir-faire,...), elle requiert un minimum de capital venant du pays d'accueil car pour produire, certains facteurs de productions sont propres au pays où il n'est pas facile de

l'importer, on peut citer les mains d'œuvre, l'infrastructure, les réseaux de télécommunication.

De plus, face à la globalisation et la multinationalisation qui intensifient la concurrence sur les marchés des biens et services, les investisseurs sont à la recherche de nouvelles ressources et nouveaux débouchés qui leurs permettent de minimiser le coût en facteurs de productions. Les coûts sont liés aux transports, aux intrants, aux mains d'œuvres ainsi que d'autres activités de services. Les investisseurs cherchent l'abondance en main d'œuvre à bon marché mais ils cherchent aussi autant de main d'œuvre qualifié.

Si toutes les conditions pour attirer l'IDE sont réunies, il est évident que les investisseurs vont se précipiter pour investir dans le pays en question et les effets d'entraînement sur le pays d'accueil devraient être aussi satisfaisants. On va voir dans la section suivante la théorie de la croissance économique relative aux IDE.

II.4 Théorie de la croissance économique

II.4.1 La croissance économique

La croissance économique désigne l'augmentation de la production des biens et services dans une économie sur une période donnée, en particulier sur une longue période. Selon la définition de François Perroux, la croissance économique correspond à la « *l'augmentation soutenue pendant une ou plusieurs périodes d'un indicateur de dimension, pour une nation, le produit global net en terme réel* »¹⁷. La croissance décrit un processus d'accroissement de la seule production économique. Elle ne renvoie donc pas directement à l'ensemble des mutations économiques et sociales propres à une économie en développement.

La croissance économique est donc l'augmentation sur une longue période des grandeurs économiques significatives tel que le Produit Intérieur Brut(PIB), le Produit National Brut (PNB), le PIB/tête ou revenu par tête tandis que le développement désigne l'ensemble des transformations dans les structures techniques, mentales et institutionnelles. La croissance est une condition nécessaire au développement.

En pratique, la croissance économique est mesurée généralement soit par le PNB, soit par le PIB nominal ou réel. Ce dernier est le plus utilisé. Le PIB est défini comme l'ensemble des biens et services produits sur le territoire national quelle que soit la nationalité des

¹⁷ François Perroux, « Dictionnaire économique et social », Hatier, 1990

producteurs. Cependant, le PIB est souvent critiqué car il ne tient pas compte certaines productions domestiques comme celles du secteur informel compte tenu de l'inexistence de comptabilité dans ce dernier.

Dans le domaine de notre travail, on cherche à expliquer la croissance par la théorie de la croissance endogène

II.4.2 Théorie de la croissance endogène

La première approche théorique proposant d'expliquer le lien entre les IDE et la croissance économique est la théorie de la croissance endogène, qui selon cette théorie, l'IDE, stimule la croissance, par la création d'avantages comparatifs dynamiques conduisant au transfert de technologie, l'accumulation du capital humain et l'intensification du commerce international.

La théorie de la croissance endogène considère la croissance économique comme un phénomène économique. Selon la théorie, contrairement à l'ancienne théorie de la croissance (théorie néoclassique), la croissance est expliquée par l'investissement des agents économiques et le comportement de ces derniers, ainsi que par les variables macroéconomiques.

Pour Solow, à la suite des classiques, une augmentation progressive du stock de capital réduit le taux de croissance de stocks de capital par tête. Les taux de croissance tendent à s'annuler. Seul le progrès technique peut maintenir le taux de croissance constant pourtant il est exogène, c'est-à-dire il est donné et son niveau est fixé en dehors de son intervention. Pour ce modèle, il est impossible de rendre compte des tendances à long terme de l'économie. De plus, il ne laisse aucune place à la politique économique alors que l'Etat joue un grand rôle dans le processus de croissance en incitant les agents économiques à investir dans le progrès technique.

Contrairement à cela, le modèle de croissance endogène soutient l'hypothèse que la productivité marginale ne s'annule pas quand le stock de capital devient grand et avance l'idée d'une croissance auto-entretenu. D'après cette théorie, sur le long terme, la croissance économique provient du progrès technique qui intervient pour freiner la tendance à la stagnation de la croissance grâce aux gains de productivité. Elle cherche à rendre le progrès

technique endogène. Ces différents exemples illustrent bien que le progrès technique est expliqué par la croissance :

Par le « learning by doing » ou apprentissage par la pratique, les firmes acquièrent de l'expérience et améliorent la productivité. La croissance favorise l'accumulation du capital humain en recourant à l'amélioration du système éducatif. Et aussi, la croissance finance les infrastructures pour la stimuler en retour. Par exemple, la création de route améliore les activités de production. Bref, le progrès technique serait « une cause et une conséquence de la croissance »¹⁸. Il peut être perçu de différentes formes.

II.4.3 Les déterminants de la croissance endogène

La théorie néoclassique n'intègre qu'une seule source de croissance : « l'accumulation de capital physique » alors que la théorie de la croissance endogène est caractérisée par divers facteurs de croissance, à savoir¹⁹ : le capital physique, la technologie, le capital humain, l'apprentissage par la pratique, le capital public,...

II.4.3.1. Le capital physique

L'accumulation de capital physique concerne à la fois le secteur public et les agents économiques. L'investissement en capital physique est source de croissance s'il y a accumulation en constance de capital physique. Romer présente le premier modèle de croissance endogène (1986) qui repose sur des externalités entre firmes : par effet d'apprentissage, toutes les firmes ont accès à cette connaissance sans coût. Chaque firme bénéficie autant de l'apprentissage des autres firmes que son propre apprentissage. L'investissement couvre directement la croissance et par ses effets sur le progrès technique. On peut citer les travaux d'apprentissage comme forme d'apprentissage, l'amélioration des équipements en place, les travaux d'ingénierie, l'augmentation des compétences des travailleurs...

¹⁸ MONTOUSSE Marc, *Nouvelles théories économiques*, Ed. Bréal, Paris 2002, p67

¹⁹ DOMINIQUE GUELLEC ET PIERRE RALLE, *Les nouvelles théories de la croissance*, Collection Repères, Ed. La Découverte, 5^{ème} édition, p47

II.4.3.2 La technologie

Elle est facilement transposable : le coût (marginal) de reproduction est largement inférieur au coût (fixe) de production. C'est un bien non rival, c'est-à-dire une fois produite, elle peut être consommée par un grand nombre d'agent économique avec/ou sans coût marginal (faible). Cela explique sa capacité à engendrer des externalités, c'est notamment le cas des biens publics. La technologie est favorisée par l'innovation et la recherche-développement.

II.4.3.3 Le capital humain

Robert Lucas est le premier à considérer le capital humain comme facteur de croissance endogène. C'est un facteur de croissance, les théories traditionnelles le soulignaient déjà. Dans le modèle de Solow, la croissance provient d'une combinaison productive entre le capital et le travail sans substitution totale. L'augmentation de la population active joue un grand rôle. En fait, le capital humain qui est disponible dans l'économie est réparti en deux parties : celui qui est utilisé dans la production (travailleur) et celui est utilisé dans le système de formation (les professeurs et les élève). Ces derniers constituent des investissements pour des productions et des consommations futures afin d'améliorer l'efficacité futur du travail.

II.4.3.4. Le capital public

Il est constitué de l'ensemble de l'infrastructure possédé par les collectivités publiques : transports, télécommunication, et notamment d'autres biens et services fournis par les collectivités publiques. Il est évident que la croissance du secteur privé requiert l'existence des infrastructures. Dans son analyse, Robert Barro met l'accent sur le rôle des dépenses publiques dans la croissance économique. Elles garantissent à la fois l'accumulation du capital public et les dépenses d'éducation (capital humain) et de recherche et développement.

Tels sont les facteurs de croissances économiques véhiculés par la théorie de la croissance endogène, et une partie (capital physique) appropriée aux anciennes théories mais dans le processus de croissance, ces facteurs agissent et interagissent simultanément. Ils sont tous ou presque perçu dans les éléments composants de l'IDE, vu que ce dernier à travers les

filiales implantées à l'étranger apporterait des technologies qui se propagent vers son pays d'accueil à travers d'externalités positives ou « spillovers²⁰ ». Et l'IDE est attiré par des capitaux même s'il est caractérisé par un transfert international de capitaux. Ce propos nous amène à aborder la relation IDE-Croissance.

II.4.4 Relation IDE et croissance

Il est évident qu'il existe un lien réciproque entre IDE et croissance économique mais le débat porte essentiellement sur la relation positive ou négative de ces deux notions.

L'IDE influence la croissance en améliorant la productivité totale des facteurs et plus généralement, l'efficacité de l'utilisation des ressources dans l'économie bénéficiaire. Trois mécanismes interviennent à cet égard²¹ :

- Les liens entre le flux d'IDE et le commerce extérieur
- Les retombées et autres externalités dont bénéficient les entreprises du pays d'accueil
- L'incidence directe sur les facteurs structurels de l'économie d'accueil

Selon la théorie néoclassique, l'IDE aurait un impact positif sur la croissance économique. Les flux d'IDE correspondent à une adaptation des firmes aux marchés nationaux et internationaux, en termes de coût de facteurs résultants des dotations factorielles. « Les capitaux devraient aller des pays où ils sont les plus abondants vers les pays où ils sont rares car dans ces derniers le rendement de nouveaux investissements devraient être plus rentable »²². Les firmes et le pays hôte connaissent donc un intérêt mutuel car il y a meilleure allocation des ressources. D'une part, elle favorise l'avantage comparatif du pays, et d'autres parts, elle fait profiter la firme de l'avantage comparatif du pays. Par la suite, le pays d'accueil soutiendra des gains importants comme la hausse du revenu national, amélioration de la balance de paiement, de la productivité, la formation du capital, l'apport de technologie, l'emploi,

²⁰ BLOMSTROM (1989)

²¹ OCDE, « optimiser les avantages et minimiser les coûts », in *L'investissement direct étranger au service du développement*, synthèse, les éditions de l'OCDE, Paris, 2002, p8

²² C'est dans l'analyse Classique que la théorie d'Heckscher-Ohlin a pris sa source notamment celle de l'avantage comparatif de Ricardo. Elle montre que les pays ont intérêt à ouvrir ses frontières et à spécialiser leur production. Dans cette optique, l'IDE accentuerait le commerce international

Cependant Lucas affirme que « les capitaux ne vont pas forcément là où ils sont les plus rares car les rendements des investissements sont plus importants là où la main d'œuvre est mieux formée et les infrastructures les plus développées »²³. C'est pourquoi les IDE se dirigent vers les pays à fortes présence en capitaux et les principaux pays exportateurs caractérisés par la présence de firmes ayant des Recherches et développements avancés. Le stock de capital est donc important pour que l'impact de l'IDE sur la croissance soit ressenti.

D'autres parts, l'analyse « dépendantiste » issus des analyses marxistes sur l'impérialisme portant sur les rôles de l'IDE dans le pays en développement conclut que l'accumulation de capital serait un facteur de sous-développement dans la mesure où elle augmenterait les inégalités des revenus. En effet, cela se traduit par le fait que l'IDE fournirait des emplois pour une minorité d'individu qui sera beaucoup plus rémunérée alors que le reste de la population se trouve marginalisé. De plus, par la dépendance technologique des pays de la périphérie, l'accumulation de capital se fait au seul avantage des capitalistes et influence la répartition sectorielle des activités. Les économistes « dépendantistes » mettent l'accent sur l'influence que les FMN peuvent exercer sur la définition des politiques économiques du pays.

²³MAINGUY Claire, « L'impact des investissements directs étrangers sur les économies en développement ». *Revue région et Développement*, p71

Partie II : APPROCHE EMPIRIQUE DE L'IDE A MADAGASCAR

Cette deuxième partie de l'étude va essayer d'analyser la situation de l'IDE à Madagascar, mettre en évidence son importance, les retombées positifs que négatifs. Elle présentera aussi les atouts, ainsi que les faiblesses de Madagascar en matière d'IDE, les conditions ainsi que les politiques d'attractivités mise en œuvre par le gouvernement Malagasy. Cependant, entamons d'abord un aperçu général de la position de Madagascar en matière d'IDE.

Chapitre III : Situation de l'IDE à Madagascar

III.1 Situation économique de Madagascar

Madagascar a connu récemment des crises politiques importantes. Ces dernières ne sont pas sans répercussion sur l'économie de Madagascar. La situation macro-économique publiée par le bureau de la Banque mondiale révèle une lente reprise économique caractérisée par la baisse de la création de nouvelles entreprises, de la création d'emplois, et de la consommation de produits pétroliers. Les catastrophes climatiques ont également eu un coût élevé sur l'économie, entraînant une hausse de l'inflation et une réduction du pouvoir d'achat des ménages.

Ainsi la croissance économique est restée faible, conséquence résultant des progrès limités en matière de gouvernance, des incertitudes politiques, des pénuries d'énergies, des retard dans la mobilisation des financements extérieurs, mais aussi de la faiblesse des ressources internes et de l'investissement privé, liée à la dégradation des environnements des affaires.

L'ariary, la monnaie locale de Madagascar, s'est fortement dépréciée en mars par rapport au dollar américain, après avoir été stable depuis la mi-décembre 2014. Le déficit commercial de Madagascar s'est réduit et la valeur des importations a diminué de 17 % au premier trimestre de 2015 par rapport à la même période en 2014, en raison de la baisse des prix internationaux de l'énergie et la réduction des importations de riz. La valeur des exportations a augmenté de 12 % grâce au volume de nickel et de cobalt exportés, qui ont compensé la baisse des prix et la production de clous de girofle et la vanille. La performance de ces produits a compensé la baisse de la valeur des exportations de crevettes, de thon et de textile, le pilier de la zone franche.

En matière de climat des affaires, le pays continue d'être mal classé: 163ème sur 189 pays selon le rapport Doing Business 2015 de la Banque mondiale. Le gouvernement a fixé comme objectif d'améliorer sa performance et a identifié une série de réformes à adopter au cours des 18 prochains mois.

La croissance du PIB est estimée à 3,4 % en 2015 (3,3 % en 2014), principalement générée grâce à l'industrie extractive et au secteur tertiaire, l'agriculture et le tourisme. L'inflation a été maintenue à 6 %, malgré la suppression progressive des subventions sur les produits pétroliers.

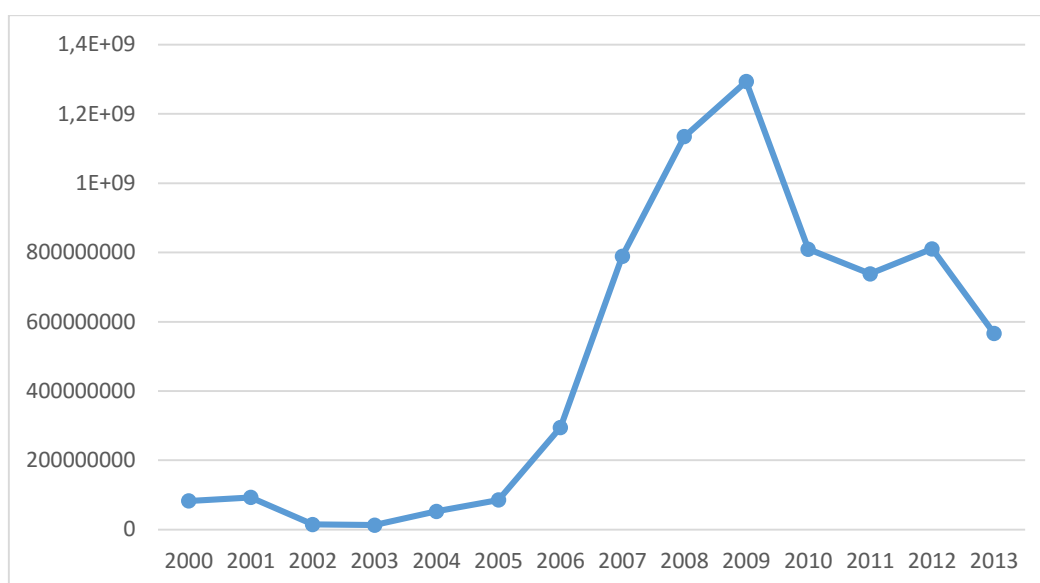
Face à ce contexte difficile, les autorités ont poursuivi et même renforcé les réformes qui ont contribué à maintenir la stabilité et la viabilité. Dans le secteur public des mesures supplémentaires ont été prises pour renforcer les administrations de l'impôt et des douanes, réduire au minimum les pertes de recette et éviter les dépassements des dépenses considérables. La croissance économique de Madagascar se maintient simplement au même rythme que l'accroissement démographique et les investissements publics dans le capital physique, humain et institutionnel ne sont pas encore suffisants pour concourir à une croissance durable. La résilience aux catastrophes naturelles reste un motif de préoccupation. Les autorités ont intensifié leurs efforts comme il convenait et fait de l'amélioration du recouvrement des recettes intérieures une priorité immédiate. Il importe aussi d'améliorer la qualité des dépenses en réduisant les besoins de transferts aux entreprises publiques déficitaires et en supprimant les subventions inefficaces aux carburants.

III.2 Les flux et stocks d'investissement directs étrangers à Madagascar

III.2.1 Les flux d'IDE

L'analyse des flux d'IDE permet de mettre en évidence l'entrée de financement en provenance d'économie du reste du monde. Elle permet de cerner le dynamisme de l'économie. L'évolution des flux d'IDE à Madagascar est passée par trois phases selon la figure ci-dessous.

GRAPHIQUE3: Flux d'IDE, à Madagascar, en dollars courants 2000-2014



Source : élaboré par l'auteur à partir de la base des données WDI/ Banque Mondiale

La période avant 2005 qui est caractérisée par une attraction faible d'IDE dans différents secteurs. Les entrées nettes d'IDE étaient quasi inexistantes avant l'année 2000 et atteignaient environ 2% du PIB entre 2000 et 2005. Cette période est marquée par la création de zones franches industrielles, le développement du textile, stimulé par la conclusion de l'AGOA en 2000 avec les Etats-Unis.

La période 2005-2009 est marquée par l'adoption des réformes, des libéralisations dans plusieurs secteurs, l'installation de grands projets miniers et des entrées significatives d'IDE. Ces réformes ont contribué beaucoup aux participations étrangères dans les secteurs miniers et de services, Entre 2005 et 2008, les flux d'IDE ont été multipliés par 13 atteignant un niveau maximal en 2008 en raison de l'accroissement de l'exportation et des deux opérations minières de taille mondiale.

Mais depuis 2009, la crise, qui aura duré cinq ans, a engendré une diminution des entrées²⁴ d'IDE et un recul en termes d'attractivités des investissements

²⁴ Le flux d'IDE en 2014 ne représentait que 30 % du sommet atteint en 2008 selon la Banque Mondiale

TABLEAU 2: Evolution récente des flux d'IDE à Madagascar 2010-2013

Rubrique	2010	2011	2012	2013
Capital	29	49,3	56,5	15,4
Bénéfice réinvesti	5,8	32,7	75,8	53,9
Autres transactions	1654,3	1557,9	1831,9	1182,2
Flux d'IDE entrants	1689,1	1639,9	1964,2	1251,5

Source : BCM et INSTAT, *Etude sur les Investissements Direct Etrangers à Madagascar*, 2014, 2013, 2012

D'après le tableau, le flux d'IDE entrant est évalué à 1639,9 milliards d'ariary en 2011 alors qu'il était de 1689,1 milliard d'ariary en 2010, soit une baisse de 2,9% en monnaie locale. La baisse est essentiellement due à la diminution du flux dans le poste « autres transactions », une baisse de 9,7% par rapport à l'année précédente alors que les postes « capital » et « bénéfice réinvesti » ont tous augmenté. L'explication apportée à cela reste toujours les effets de la crise sociopolitique qui s'est fait ressentir durant la période 2011 chez certaines autres entreprises à capitaux étrangers déjà implantées.

Par contre, entre 2011 et 2012, le flux d'IDE entrant a augmenté, soit une hausse de 19,8% en monnaie locale en 2012. Cette augmentation est due à la hausse de la poste « autres transactions » passant de 1557,9 milliard d'ariary à 1831,9 milliards d'ariary et aussi l'augmentation des deux autres postes. L'évolution positive du capital social est due principalement aux apports des entreprises d'IDE crée au cours de l'année 2011.

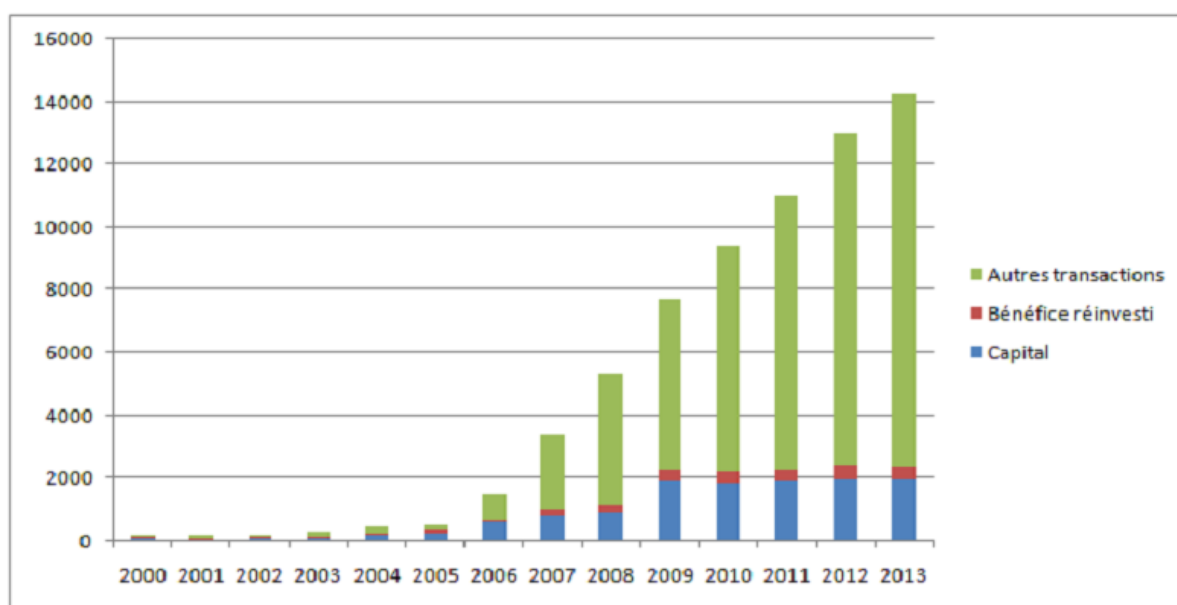
Pour l'année 2013, le flux d'IDE entrant a beaucoup baissé passant de 1964,2 à 1251,5 milliard d'ariary, soit une baisse de -36,3%. De même, tous les postes composant le flux d'IDE en 2013 ont baissé mais c'est celui du poste « autres transactions » qui ont beaucoup baissé avec une baisse de -29,6% par rapport à l'année précédente. Au cours de l'année 2013, certains investisseurs ont encore hésité de réaliser leur programme d'investissement dans le pays.

III.2.2 Les stocks d'IDE

Concernant l'évolution des stocks d'IDE à Madagascar, elle a connu deux périodes différentes :

- La première correspondant aux années antérieures à l'année 2006, caractérisé par une faible pénétration des IDE dans l'économie avec un rythme de croissance en valeur de 23% jusqu'en 2005
- La deuxième, marqué par la mise en œuvre de deux grands projets miniers, à partir de l'année 2006, a vu l'expansion des IDE pour atteindre les 14 261,3 milliard d'ariary, soit l'équivalent de 6,5 milliards de dollars américains à fin février 2013.

GRAPHIQUE4: Evolution du stock d'IDE à Madagascar 2000-2013



Source : BCM et INSTAT, *Etude sur les Investissements Direct Etrangers à Madagascar*, 2014

Une très nette évolution enregistrée en 2007 est relatif à la mise en œuvre des investissements en construction pour le besoin des projets miniers (l'exploitation de l'ilménite par QMM et celle du cobalt et du nickel du projet d'Ambatovy).

Depuis, le niveau du stock d'IDE a été fonction de la réalisation de ces investissements. Ainsi, entre 2007 et 2011, le rythme de la croissance en valeur des stocks d'IDE tend à diminuer, en passant de 112% en 2007, à respectivement 56,1% en 2008, 44,8% en 2009, 21,9% en 2010, 17,4 % en 2011, 17,8% en 2012. En 2013, cette croissance est de 9,6 %

Le stock d'IDE à Madagascar a toujours tendance à la hausse mais c'est le taux de croissance qui tend à diminuer. L'importance accordée par les investisseurs au poste « autres transactions » est significative depuis 2009. En 2013, Ce poste a enregistré une hausse de

12,2 pour cent. Le poste « capital social » a accusé une légère augmentation de 0,8 pour cent tandis que celui des « bénéfices réinvestis » a diminué de -11,8%.

III.3 Origine des capitaux d'IDE

L'analyse de l'origine des flux d'IDE permet de classer la position de Madagascar envers le reste du monde, caractérisant ainsi la relation existant entre les entreprises d'investissement direct étranger résident dans le pays avec les investissements directs non résident. On peut apprécier l'ouverture de Madagascar vers l'extérieur vis-à-vis des pays d'origines des IDE

TABLEAU 3: Evolution des flux d'IDE à Madagascar par pays d'origine 2010-2013 (en milliard d'Ariary)

Pays	2010	2011	2012	2013
Ile Maurice	58,8	389	398,2	350,8
France	153,4	293,3	425	278,5
Canada	512,1	502,3	504	140,6
Royaume-Uni	16,5	75,7	25	51,1
Chine	127,9	129,3	85,6	26,2
Italie	36,5	-3,3	40,3	19,6
Japon	362,4	2,7	3	0,7
Etats-Unis	5,7	154	70,8	-4,5
Corée du sud	347,6	2,6	5	-
Gabon	-	-	-	27,1
Autres	68,2	94,3	226,5	364,4
Total	1689,1	1639,9	1783,4	1254,5

Source : BCM et INSTAT, *Etude sur les Investissements Direct Etrangers à Madagascar*, 2014

En 2013, contrairement aux années précédentes, les cinq premiers pays investisseurs sont : Île Maurice, France, Canada, Royaume Uni, Chine. Ce sont ceux qui opèrent dans les grands projets miniers, les activités financières, la télécommunication et les activités de fabrication.

L'île Maurice est le premier investisseur direct à Madagascar en 2013 affichant 350,8 milliard d'ariary. Cependant, une baisse de -11,9% a été enregistrée en 2013 par rapport à l'année 2012. Il faut remarquer que le montant d'investissement de l'île Maurice n'a cessé de s'accroître de l'année 2010 jusqu'à l'année 2012

La France se retrouve au deuxième rang en 2013, tandis qu'elle était au troisième rang en 2011, en enregistrant un flux d'IDE de 278,5 milliards d'ariary au cours de cette année. Le flux d'IDE de la France a donc diminué de -34,5 pour cent par rapport au niveau de 2012.

En ce qui concerne les flux d'IDE du Canada à Madagascar, ceux-ci ont été de 104,6 milliards d'ariary en 2013 contre 504 milliards d'ariary en 2012, soit une baisse de -72,1 pour cent. L'apport du Canada dans l'ensemble du flux d'IDE a été de 11,2 pour cent en 2013 et de 25,7 pour cent en 2012. Cette diminution des flux est toujours en rapport avec la fin des grands investissements liés au projet d'Ambatovy. A noter que presque la totalité des flux d'IDE Canadien se concentre dans la branche « *activités extractives* ».

TABLEAU 4: Pourcentage des stocks d'IDE à Madagascar par pays d'origine 2010-2013

Pays	2010	2011	2012	2013	Moyenne annuelle
Ile Maurice	3,48	23,72	22,33	27,96	19,37
France	9,08	17,89	23,83	22,20	18,25
Canada	30,32	30,63	28,26	11,21	25,10
Royaume-Uni	0,98	4,62	1,40	4,07	2,77
Chine	7,57	7,88	4,80	2,09	5,59
Italie	2,16	-0,20	2,26	1,56	1,45
Japon	21,46	0,16	0,17	0,06	5,46
Etats-Unis	0,34	9,39	3,97	-0,36	3,33
Corée du sud	20,58	0,16	0,28	-	5,25
Gabon	-	-	-	2,16	0,54
Autres	4,04	5,75	12,70	29,05	12,88
Total	100	100	100	100	100

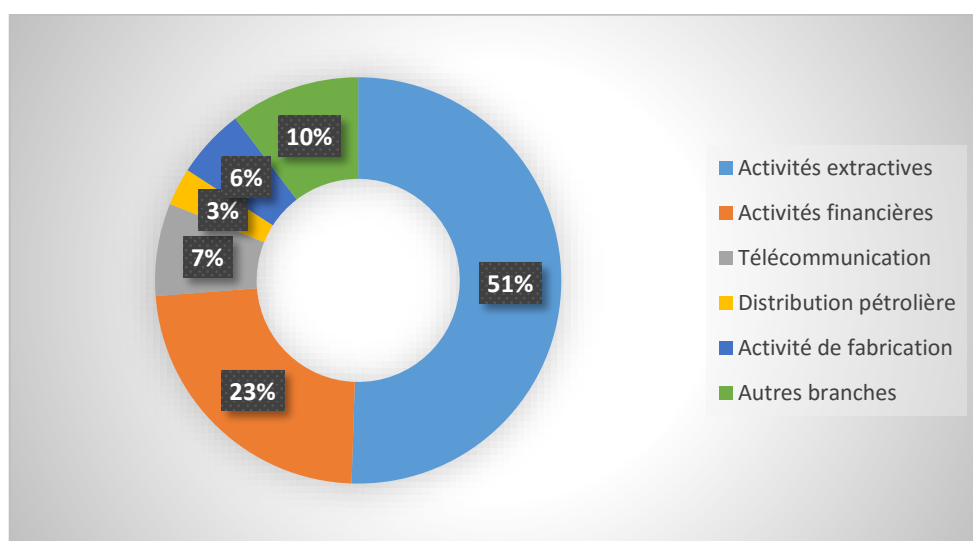
Source : élaboré par l'auteur à partir des bases de données de BCM et INSTAT sur l'*Etude sur les Investissements Direct Etrangers à Madagascar*, 2014

Dans ce tableau, en moyenne durant la période considérée, le Canada est le premier investisseur à Madagascar avec 25,1% des capitaux étrangers. Il est toujours classé en première position sauf en 2013. Toujours sur la moyenne, l'île Maurice se trouve en deuxième position avec un apport de 19,37% des capitaux étrangers. Et ensuite la France, où elle a détenu 18,25% des capitaux étrangers. Ces trois pays constituent donc les investisseurs potentiels à Madagascar.

III.4 Répartition sectorielle des IDE

Les flux d'IDE interviennent dans plusieurs branches d'activités existant à Madagascar. Ils représentent, néanmoins, une importance dans l'activité extractive et l'activité financière durant la période considérée 2010-2013 ; avec 73,76% de la totalité des transactions. Cette proportion se répartit comme suit, 50,52% pour l'activité extractive et 23,24% pour l'activité financière.

GRAPHIQUE5: Contribution des branches dans le flux d'IDE à Madagascar 2010-2013



Source : élaboré par l'auteur à partir des données de BCM et INSTAT sur l'*Etude sur les Investissements Direct Etrangers à Madagascar, 2014*

Les flux d'IDE enregistrés dans la branche « activités extractives » sont donc plus importantes durant la période 2010-2013. Cette branche en question avec la branche « activités financières » ont générés trois quarts du flux total d'IDE durant la période même si la part de la branche « activité extractives » a beaucoup diminué depuis 2010 à 1360 milliard d'ariary à 231 milliard d'ariary en 2013.

**TABLEAU 5: Répartition des flux d'IDE à Madagascar par branche
d'activité 2010-2013 (en milliard d'Ariary)**

Branche	2010	2011	2012	2013
Agriculture, Chasse, élevage et sylviculture	-0,8	-3,3	10,1	21,8
Pêche, aquaculture	34,7	7,3	41,7	2,12
Activité de fabrication	41,5	137	93,6	76,4
production et distribution de gaz, d'électricité et d'eau	0,2	3,8	1,1	28,2
Construction et BTP	53,6	58,9	0,5	6,8
Commerce	18,4	34	48,7	26,6
Hôtel et restaurants	36,1	1,8	6	2,86
Transports	2,9	3,7	30	30
Activités financières	57,4	245,4	532,5	560
Immobilier et services aux entreprises	10,5	70,8	31,6	29,7
Distribution pétrolière	58,2	7,8	14,3	90,4
Télécommunication	16,5	72	222,9	145,7
Autres	-0,1	0		-0,1
Total hors "extractives"	329,1	639,2	1033	1020,48
Activités extractives	1360	1000,6	750,5	231
Total	1689,1	1639,8	1783,5	1251,48

Source : BCM et INSTAT, *Etude sur les Investissements Direct Etrangers à Madagascar*, 2014

En 2013, on remarque une baisse de -69,2% par rapport à l'année précédente du flux d'IDE de la branche « *activités extractives* ». Cette situation est en rapport avec la fin des grands investissements dans le secteur minier selon l'enquête de la BCM et de l'INSTAT. D'autres parts, on remarque aussi par rapport à la situation de 2012, la branche « *agriculture, chasse, élevage et sylviculture* » doublée tandis que la branche « *distribution pétrolière* » sextuplée en 2013.

Ces fortes hausses sont dues principalement aux augmentations du capital et des dettes contractées par certaines entreprises opérant dans ces branches. Il faut noter que dans la

branche « *activités financières* », le flux reçu a augmenté de 5,6%. La total « hors extractive » a tendance à croître qui est passé de 329,1 milliard d'ariary en 2010 à 1020,48 milliard d'ariary en 2013 contrairement à la branche « *activités extractives* » qui a tendance à décroître de 1360 milliard d'ariary en 2010 à 231 milliard d'ariary en 2013.

III.5 Déterminant des IDE à Madagascar

Madagascar possède de nombreux avantages spécifiques qui peuvent attirer les investisseurs potentiels notamment en matière de ressources naturelles diversifiées, de promesses touristiques attrayantes, des mains d'œuvres abondantes et d'autres facteurs bien plus importants. Madagascar dispose de deux secteurs à fort potentiel, générateurs de devises et porteurs d'avenir : le secteur minier et celui du tourisme. Par ailleurs le secteur agricole est essentiel, sachant que la majorité de la population Malgache réside en milieu rural. A l'exportation, l'agriculture orientée vers le haut de gamme offre aussi de nombreuses perspectives. Cependant, il est nécessaire de rappeler que Madagascar présente aussi de nombreuses faiblesses pouvant affecter l'arrivée des investisseurs.

III.5.1 Le secteur minier

Madagascar possède un grand gisement minier inestimable et qui fait d'elle le premier fournisseur en nickel et cobalt sise à Ambatovy. Le secteur des mines constitue la première source d'afflux d'IDE.

Pour infos, Ambatovy est une compagnie minière de nickel et de cobalt de grande capacité de production. Il est le plus important investissement étranger jamais réalisé à Madagascar avec un investissement de 7 milliard²⁵ de dollars- et l'un des plus grands en Afrique saharienne. La mine d'Ambatovy est parmi les plus gros projets d'exploitation de nickel au monde avec une capacité annuelle de 60000 tonnes de nickel et 5600 tonnes de cobalt.

Le secteur minier a connu un développement spectaculaire à Madagascar. Les effets d'entraînement dont il s'accompagne devraient rapidement dynamiser l'économie malgache de manière significative. Par ailleurs, force est de constater que selon les Responsables d'Ambatovy, « une fois qu'Ambatovy aura atteint sa pleine capacité, le nickel deviendra le

²⁵ www.ambatovy.com/docs/?lang=fr&post17

premier produit de Madagascar, supplantant ceux plus traditionnels comme la crevette et les épices, et générera entre 700millions et 1,8milliards de dollars par an, ce qui contribuera à stabiliser la monnaie locale »²⁶

Toujours selon les informations recueillies sur le site d'Ambatovy, il regroupe quatre actionnaires ou investisseurs principaux : Sherritt International Corporation (40%) du Canada, Sumitomo Corporation (32,5%) du Japon et Korean Resources Corporation (27,5%) de la Corée. Il faut remarquer que, comme on l'avait exposé antérieurement dans la partie I, le Canada et le Japon fait partie des grands investisseurs potentiels dans le monde.

III.5.2 Les ressources naturelles

Un des premiers facteurs qui poussent les firmes multinationales à s'implanter à l'étranger est la recherche de ressources naturelles exploitables car ces dernières sont parfois insuffisantes ou inexistantes dans leurs pays d'origines. Madagascar possède aussi des richesses naturelles inestimables. Selon un rapport²⁷, le capital naturel de Madagascar, y compris les forêts, aires protégées, terres agricoles et ressources halieutiques, représente l'essentiel de la richesse du pays (plus de 50% sans même tenir compte des ressources minières). Le développement du pays tient compte essentiellement de la bonne gestion de ces ressources étant donné que le pays n'a pas d'autres alternatives. Face à la mondialisation et la globalisation mais aussi la destruction progressive de l'environnement, les firmes ne cessent de multiplier ses efforts pour la recherche de nouveaux intrants.

La répartition sectorielle des IDE à Madagascar montre une part importante des activités extractives (évalué à 51% en moyenne entre 2010 et 2013). Ce résultat montre que les IDE à destinations de Madagascar sont motivés principalement par l'exploitation des ressources naturelles. La diversité environnementale peut servir d'appui au développement de Madagascar notamment pour les activités connexes à haute valeur ajoutée comme le tourisme.

III.5.3 Le tourisme

Le tourisme est l'un des atouts du pays. Madagascar possède des sites touristiques attrayants spécifiques au pays dans lesquels on ne trouve pas dans le monde. Les potentialités de l'île sont certaines, et le professionnalisme des opérateurs ne cessent de s'améliorer. Le site

²⁶ www.ambatovy.com/docs/?lang=fr&p=430#sthash.XTqNCcSp.dpuf

²⁷ Banque Mondiale, « *Madagascar Country Environmental Analysis* », éd. 2013, p9

de Nosy Be en est l'un des exemples. Cependant la structure hôtelière de l'île nécessite encore de réel effort pour accroître la capacité d'accueil.

« Le Tourisme de Nature représente aujourd'hui plus de 50% du marché mondial, et affiche une croissance rapide que celle du Balnéaire. Madagascar a des atouts gagnants sur les deux tableaux, avec la paire « Mer-Découverte » qui la différencie de beaucoup d'autres destinations »²⁸. De plus, entre 2009 et 2013, le nombre de touriste a augmenté de près de 6,34%²⁹ par an. Madagascar a de grands potentiels même si des crises politiques sont parfois troublantes. L'investissement dans le tourisme ne devrait pas tarder à s'accroître en parallèle avec les travaux d'infrastructures et de transports.

III.5.4 L'agriculture

Madagascar se situe encore dans une économie de subsistance et l'autosuffisance alimentaire n'est totalement atteinte, alors qu'une grande partie de la production est destinée à assurer les besoins nutritionnels de la population. Madagascar se doit donc de renforcer le secteur agricole pour pouvoir exporter, payer les dettes, et servir l'autosuffisance alimentaire locale.

Parmi les atouts de Madagascar, l'agriculture d'exportation est source d'importantes rentrées en devises. Surtout ce secteur regorge encore de fort potentiel de développement. L'île dispose de nombreuses cultures destinées à la consommation haut de gamme. Les plus rémunératrices sont celles des produits de mer (crevettes), vanille, girofle, cacao, café, sisal, sucre poivre, huiles essentielles. Un développement de ces filières est envisageable, et permettrait d'augmenter la valeur ajoutée des produits exportés.

De plus les terres arables ne constituent que 6%³⁰ du territoire alors que les terres agricoles représentent 71%³¹ en 2013. Cela laisse une grande opportunité aux investisseurs qui veulent entamer une première tentative dans le domaine de l'agriculture pour ensuite servir le marché local ou exporter. La population Malagasy étant constituée de population rurale, la main d'œuvre est donc abondante et à bon marché.

²⁸ www.madagascar-tourisme.com/fr/decouvrir-madagascar

²⁹ Calculé à partir de la base de données de la Banque Mondiale

³⁰ Base de données de la Banque mondiale/ WDI

³¹ Ibid

III.5.5 Le taux d'inflation : un indicateur de stabilité économique

La stabilité économique joue un grand rôle dans la décision d'investissement d'une firme multinationale étant donné que cette dernière entretient des relations avec le reste du monde. On a vu que la stabilité économique peut être appréciée par certains indicateurs comme le taux d'inflation, le taux de change, et bien d'autres encore.

L'année 2013 est marquée par une hausse modérée des prix. En fait, la faiblesse de la demande intérieure, résultant de la baisse du revenu des ménages et de l'incertitude du contexte économique, a continué d'empêcher l'envolée des prix selon le rapport de la banque centrale. De plus, la poursuite des mesures visant à stabiliser les prix des produits pétroliers, a permis de limiter les prix de l'énergie et les pressions inflationnistes sur le reste du panier des ménages.

TABLEAU 6: *Variation annuelle des prix à la consommation 2010-2013 (en pourcentage)*

Période	2010	2011	2012	2013
Janvier	8,5	11,1	5,4	5,8
Février	7,7	12	4,1	5,6
Mars	7,9	11,2	4,9	5,4
Avril	8,5	10,5	5,9	5
Mai	9,1	10,1	6,5	5,2
Juin	10	9,6	6,6	5,5
Juillet	10,3	9,3	6,2	6
Août	10,2	8,7	6,3	6,1
Septembre	9,5	8,4	6,1	6,3
Octobre	9,4	7,9	6	6,4
Novembre	9,5	7,3	5,9	6,4
Décembre	10,2	6,9	5,8	6,3
Moyenne annuelle	9,2	9,4	5,8	5,8

Source : BCM, *rapport annuel 2013*

La trajectoire de l'inflation a été marquée par une baisse durant les 4 premiers mois de l'année 2013 et une variation autour de 6% à partir du mois de Juillet. Pour l'année 2012, on remarque une variation plus ou moins stable sauf pour le mois de février qui a connu une chute brutale passant de 5,4% en janvier à 4,1% en février. Tandis qu'en 2011, il y a

tendance à la baisse à partir de février. Il faut remarquer que pendant ces 4 années, l'Indice de Prix à la Consommation s'est varié autour de 4,1% à 10,5%.

En termes de moyenne, l'inflation en 2013 reste identique à celle de 2012, soit 5,8% et l'année 2010 et 2011 marqué par un taux supérieur à celle des deux dernières années, inflation tirée surtout par les prix des énergies et des biens importés. En fait, il existe un seuil d'inflation à ne pas franchir pour que l'IDE apporte une contribution positive à la croissance, donc à l'attractivité des IDE (à savoir maximum d'inflation de 8%³² par an)

Si l'on en croit les moyennes annuelles de l'inflation des deux dernières années étudiées, l'évolution des prix commence à être plus ou moins stable à Madagascar et cela devrait encourager les firmes multinationales à investir à Madagascar, mais cela ne suffira pas car il faut réunir encore un ensemble de critères qui se dépendent et interagissent.

III.6 Les obstacles de l'IDE à Madagascar

III.6.1 L'instabilité politique

Madagascar est un pays en développement caractérisé par une pauvreté importante et une forte inégalité sociale. En effet, ce sont les inégalités sociales, des revendications répétées, les problèmes de pauvreté qui s'accumulent et créent des tensions au niveau de la société pour se répandre au niveau macroéconomique et provoquent des crises politiques. Si non, la crise politique relève de la seule responsabilité des décideurs politiques.

La crise politique la plus récente à Madagascar a éclaté en 2009. Selon la banque Mondiale, la croissance économique de Madagascar était en moyenne de 5% par an. Toutefois, pendant la période 2009-2013 la croissance a été nulle. Cette crise politique a des retombés graves à savoir : la diminution du revenu par habitant alors que Madagascar connaît une forte croissance démographique, augmentation de la population vivant dans le seuil de pauvreté, détérioration des infrastructures en plus des dégâts provoqués par les catastrophes naturelles, et bien d'autres encore. La crise politique et l'énorme incertitude ne sont pas sans effet sur les décisions des investisseurs qui requièrent un environnement propice aux affaires. Tous ces faits montrent que la stabilité politique est une condition nécessaire pour attirer les investisseurs directs.

³²Selon une étude de la FMI de 2010, cité in : Bénédicte de Saint-Laurent, « L'impact des IDE sur le développement économique des pays. Etat de l'art et application de la région MED », *ANIMA Investment Network*, ANIMA Déc. 2010, p4

III.6.2 La corruption

Certaines administrations Malagasy assument plusieurs fonctions. Elles sont souvent lentes et contraignantes. Les procédures sont nombreuses et peuvent surprendre les investisseurs étrangers. Toutefois, la simplification de l'administration se traduit souvent par la corruption. On comprend que cela pourrait être bénéfique pour les firmes multinationales pour pouvoir accélérer le processus bureaucratique et obtenir des permissions légales pour lancer leurs projets dans peu de temps, mais aussi afin de détourner les rigidités imposés par le gouvernement. Cependant, la corruption crée des charges supplémentaires pour l'entreprise, amplifie les coûts de transaction qui devraient être utilisés au sein de l'entreprise, mais elle affecte aussi la production des biens publics tel que l'infrastructure. La corruption a donc un double effet négatif : diminue l'attractivité des pays d'accueil et réduit le profit des firmes multinationales.

La corruption est mesurée par l'Indice de Perception de la Corruption et évalué entre 0 à 10. Le score 10 indique l'absence de corruption et celui de 0 une corruption systématique. A Madagascar la corruption est assez élevée, et cet indice est plutôt proche de 0 que de 10. On constate aussi que la position de Madagascar en matière de corruption ne s'améliore pas du tout.

TABLEAU 7: Evolution de la position de Madagascar selon l'Indice de Perception de la Corruption 2010-2013

Année	2010	2011	2012	2013
Score obtenu	2,6	3	3,2	2,8
Rang	123 ^{ème} /178	100 ^{ème} /182	118 ^{ème} /174	127 ^{ème} /177

Source : BIANCO, www.bianco-mg.org

III.6.3 La main d'œuvre

Madagascar dispose en majorité de population jeune. La main d'œuvre est abondante mais les qualifiés restent faible et le taux d'abandon à l'activité scolaire est important. Or, la qualité, l'abondance, le faible coût en main d'œuvre constituent l'un des facteurs déterminants des IDE. Les firmes ne sont pas toujours disposées à fournir des nouvelles séances de formation et d'apprentissage du fait du phénomène d'externalité et de la mobilité de travail. De ce fait, l'entreprise ne peut pas accaparer complètement la totalité de bénéfice lié à

l'investissement. Si non, l'apprentissage et la formation pourraient faire supporter des coûts supplémentaires, ceux qui entraînent une tendance vers le sous-investissement.

TABLEAU 8: Répartition de la population ayant suivi une éducation

Rubrique	2001	2003	2010
Population active avec une éducation primaire (% du total)	50,9	56,0	41,4
Population active avec une éducation secondaire (% du total)	12,1	14,9	33,3
Population active avec une éducation supérieure (% du total)	3,80	3,40	5,20

Source : Banque Mondiale/ base des données WDI

Compte tenu du tableau ci-dessus, seul donné disponible pour la période, le pourcentage de la population active qui a suivi des études secondaires et études supérieures sont plus ou moins faibles. La plupart de la population Malagasy s'adonne à des activités informelles à cause de l'insuffisance de compétence et niveau d'études requises pour s'initier à des professions qui soient mieux rémunérées et bien placées.

L'attrait de Madagascar tient en partie de la disponibilité des mains d'œuvres bon marché. En effet, les salaires pratiqués sont les moins élevés du continent africain et compétitif. Mais lorsqu'on tient compte du coût unitaire du travail qui prend en compte le niveau de salaire et de la productivité, Madagascar se trouve plus ou moins vulnérables (cf. annexe 1). De plus selon le Rapport d'Evaluation du Climat d'Investissement [Investment Climate Assessment (ICA)] de 2005 de la Banque Mondiale, la productivité de la main d'œuvre malgache n'équivalait qu'au tiers de celle des ouvriers en Inde, et presque au quart de celle de la Chine.

III.6.4 Autres obstacles

Divers éléments doivent être encore réunis pour fournir un cadre favorable à l'investissement direct. L'insuffisance d'infrastructure à Madagascar tel que les routes, le réseau d'électricité empêche l'implantation des entreprises d'IDE. L'absence ou l'insuffisance d'infrastructure empêche la libre circulation des produits ainsi que des informations en matière de recherche et développement. De plus, les zones où se trouvent certaines ressources naturelles à Madagascar sont difficiles à accéder.

D'autres parts, les aléas climatiques tels que les cyclones, les pluies abondantes, la sécheresse constituent des risques énormes aux investissements étrangers qui ont des perspectives de profits à long terme.

III.7 Politique et mesure en matière d'IDE

L'Etat Malagasy ne cesse d'accroître les mesures prises pour attirer les sources de financement pour mobiliser les facteurs de productions dans le pays. Le cadre juridique relatif aux IDE est constitué par la Loi 2007-036 du 14 janvier 2008 sur les investissements (Loi des investissements), par le Décret 2014-1822 portant refonte des statuts de l'EDBM³³ et par la Loi 2007-037 du 14 janvier 2008 sur les zones et entreprises franches, il permet l'entrée et l'établissement des IDE dans de nombreux secteurs. Cependant, les décrets d'application de la loi des investissements n'ont pas encore été adoptés.

L'EDBM est une agence de promotion des investissements de Madagascar qui joue le rôle de guichet unique. Cette fonction comprend les procédures d'établissements des entreprises, de délivrances des attestations de zones et d'entreprises franches (ZEF), jusqu'à leur suspension en 2009, des autorisations d'acquisitions foncière pour les investisseurs étrangers.

Par ailleurs, le gouvernement a instauré la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption par la mise en place de divers institutions pour la lutte contre la corruption comme le BIANCO³⁴, le CSI³⁵, le CPAC³⁶. L'éradication de la corruption se révèle important pour les investisseurs ; par contre l'efficacité de ses institutions est limitée comme du fait de la faiblesse en ressources humaines et financières.

Pour instaurer un cadre favorable à l'IDE, la politique gouvernementale à ce sujet s'est engagée d'avantage vers la stabilité politique et économique, l'amélioration des secteurs sociaux et l'éducation, mais aussi l'augmentation des infrastructures et l'ouverture vers le commerce international. Madagascar envisage actuellement l'adoption d'une loi PPP (Partenariat Public Privé dans le but de renforcer les infrastructures recourant à trois sources de financement principale (public, privé, et dons externes)

³³ EDBM : Economic Development Board of Madagascar

³⁴ BIANCO : Bureau Indépendante Anti-Corruption

³⁵ CSI : Comité pour la Sauvegarde de l'Intégrité

³⁶ CPAC : Chaines Pénales Anti-Corruption

Le gouvernement a établi des incitations fiscales pour encourager les IDE et favoriser la concurrence. Les incitations visent également la modernisation des douanes en améliorant le climat d'investissement et la compétitivité des entreprises ainsi qu'en favorisant les échanges extérieurs. Les Zones et Entreprises Franches (ZEF) bénéficient :

- D'exemptions fiscales et douanières : comme exemption du paiement de l'Impôt sur les Revenus (IR) pendant une durée allant de deux à 15ans selon les activités, du paiement du TVA et des droits de douanes sur les importations de matériels, de biens et d'équipements,...
- De dérogations au Code de travail : comme par exemple les heures supplémentaires limités à 5 heures par semaine sans autorisation préalable
- De facilités pour leurs opérations financières courantes à l'étranger et en devise

Chapitre IV : Les impacts de l'IDE à Madagascar

Certains considèrent que le seul moyen pour les Pays en Développement de sortir du cercle de la pauvreté est de recourir à l'investissement direct étranger. Ce dernier, contrairement à l'aide public, confère des avantages spécifiques. Il peut générer des transferts de technologie, transfert de connaissances et de savoir-faire. Ce chapitre va essayer de présenter les impacts de l'IDE à Madagascar, les impacts sur l'emploi, les impacts sur la production, les impacts sur le transfert de technologie, les impacts sur le commerce extérieur,...

IV.1 Impacts sur l'emploi

L'IDE, quoi qu'il en soit, nécessite des capitaux humains. Il crée des opportunités d'emploi dans les pays hôtes. En fait, la création d'emploi par l'IDE peut se faire de différentes manières : soit employer directement la population au sein de l'économie nationale, soit en entretenant des liaisons en amont ou en aval ; c'est le cas des entreprises servant de fournisseur, de sous-traitant ou de prestataire de service pour la firme multinationale. La situation de l'emploi créée par l'IDE découle que l'on s'intéresse aux différentes branches.

D'après les rapports d'enquête effectués par l'INSTAT et la BCM, les entreprises de types « filiales » ont été les plus dynamiques. En 2013, les filiales, représentant près de la moitié de l'ensemble de l'entreprise à capitaux étrangers ont dégagé 75% du chiffre d'affaire total et ont occupé 60% de la main d'œuvre employée par les entreprises à capitaux étrangers. Ensuite, en termes de performance, une entreprise de tel type a pu générer 12,4 milliard d'ariary en termes de productivité apparente. L'effectif de l'emploi créé par les entreprises d'investissement direct varie autour de 63864 en 2013 qui a connu une hausse depuis 2011 évalué à 60104, mais la plus grande contribution était en 2008 créant près de 81000 emplois.

D'autres parts, concernant la structure de l'emploi, en 2012, la branche « activité de fabrication » constitue la première plus grande consommatrice de main d'œuvre fournissant la moitié des emplois, soit 52,7% des emplois dans les entreprises à capitaux étrangers selon l'INSTAT et la BCM. Ceci est évident car une entreprise de ce type, comme les zones franches, occupe environ 2000 employés. A la suite, on a la branche « activité financière » en 2^{ème} position fournissant 8,1% des emplois dans les entreprises à capitaux étrangers et c'est la

branche qui crée la plus de valeur ajoutée avec 29,8% de l'ensemble des valeurs ajoutées. Ensuite la branche « pêche » et « agriculture » occupent respectivement 6,1% et 5,8% de l'ensemble de l'emploi.

Bien que la branche « activité de fabrication » constitue le premier fournisseur de main d'œuvre, elle crée 17% de la valeur ajoutée des entreprises à capitaux étrangers après la branche « télécommunication » avec 29,4% et la branche « activité financière » avec 29,8%. Les entreprises de la zone franche emploient la majorité des mains d'œuvre à Madagascar, notamment des ouvriers, car la majeure partie de la population n'a pas poursuivi leurs études que jusqu'à l'école primaire ce qui rend difficile le recrutement de cadre. Les emplois créés par l'IDE ne sont que des emplois pour de simples ouvriers. Ces ouvriers sont rémunérés à un salaire minimal à bon marché alors que les cadres et les techniciens sont employés dans la maison mère. Ce phénomène est perçu dans certains secteurs d'activités tels que la zone franche ou l'entreprise de construction.

D'autres parts, les emplois créés par les firmes multinationales stimulent les salaires, car elles offrent plus souvent des salaires plus supérieurs par rapport aux entreprises nationales. Vu que la majorité de la population malgache n'a pas terminé ou n'a pas poursuivi des études supérieures, le travail au sein des entreprises multinationales devrait renforcer la qualité de la main d'œuvre par le transfert de technologie et la rotation des mains d'œuvre, cela a un effet aussi au niveau macroéconomique, notamment au niveau de la production.

IV.2 Impacts sur la production

Les firmes s'installent dans les pays d'accueil pour exploiter les ressources disponibles. Pour cela, elles apportent des capitaux venant de l'étranger pour l'utiliser et qui peuvent être bénéfique pour le pays. Le transfert de capitaux augmente les capitaux circulants dans le pays. Le recrutement des firmes mobilise le travail qui a un effet d'entraînement, autant microéconomique que macroéconomique.

La principale avantage de l'IDE n'est pas d'apporter seulement des ressources financières mais aussi des atouts technologiques, compétences et organisationnelles pouvant contribuer à améliorer la production et avoir des effets bénéfiques pour le pays. En 2009, les entreprises d'IDE ont généré une valeur ajoutée 857,1 milliard d'Ariary ; ce montant n'a cessé de s'accroître jusqu'en 2012 évalué à 1057,8 milliard d'Ariary et connaît une diminution en

2013 pour être 929 milliard d'Ariary. L'IDE procure une formation de capital et une valeur ajoutée. Il augmente le volume de production qui à son tour va accroître le PIB

TABLEAU 9: Produit Intérieur Brut (PIB) en terme nominal et en terme réel (en milliard d'Ariary) et taux d'inflation

	PIB nominal	PIB réel	Taux de croissance (en %)	taux d'inflation (en %)
2014	25687*	661*	3,2	6,1
2013	23423**	642**	2,4	5,8
2012	21773	627	3,0	5,8
2011	20033	608	1,5	9,5
2010	18245	600	0,3	9,2
2009	16 726	598	-4,0	9,0
2008	16 080	623	7,1	9,2

Source : INSTAT/DSY et INSTAT/DSM - * : Prévision ** : Provisoire

En parallèle avec la valeur ajoutée créée par les entreprises d'IDE, il se peut que le taux de croissance a connu aussi la même tendance s'il y a tendance à la hausse sauf en 2013. Cependant, selon le rapport économique financier 2013-2014, cette diminution du taux de croissance en 2013 est dû principalement à la baisse de -6,1% enregistré dans le secteur primaire contre une croissance de 1,5% en 2012, baisse provenant des aléas naturels endommageant la branche agriculture. En revanche, toujours en 2013, le secteur tertiaire a connu une hausse modérée de 1,3% en 2013 contre 3% en 2012 et le secteur secondaire, la plus grande contribution avec un taux de croissance de 22,7% en 2013 contre 9,3% en 2012, progression essentiellement marquée par la performance des industries extractives (219,2%) avec l'augmentation de la production d'ilménite et la deuxième année la production de cobalt et de nickel.

Le PIB ne cesse de s'accroître d'une année à l'autre sauf en 2009 qui est caractérisé par une crise politique et économique. Avant la crise même, le taux de croissance était élevé car l'environnement des affaires était stable, et ce dernier commence à s'améliorer. Il faut remarquer que le PIB estimé à 3,4% en 2015 (3,3% en 2014) est principalement généré grâce à l'industrie extractive et au secteur tertiaire, l'agriculture et le tourisme.

IV.3 Impacts sur le commerce extérieur

En effet, la présence de la FMN a une influence significative sur la structure d'exportation et la structure d'importation. Pour leur fonctionnement, la firme engendre des importations de biens intermédiaires, qui peuvent être à l'origine d'un creusement du déficit commercial du pays hôte. D'autres parts, l'impact de l'IDE sur le commerce extérieur est souvent considéré fondamentale pour pallier, à court terme le manque de devise.

Le principal intérêt de l'IDE pour le pays en développement en matière d'échange tient à sa contribution à long terme à l'intégration de l'économie d'accueil dans l'économie mondiale selon un processus faisant vraisemblablement intervenir une augmentation des importations ainsi que des exportations (OCDE 2002)

IV.3.1 L'exportation

Pour Madagascar, on constate que la structure des produits d'exportations commence à être essentiellement prédominée par les produits d'Ambatovy (Nickel et Cobalt). La valeur de ces deux produits représente 22,5% des recettes totales d'exportations en 2013 selon le Rapport Economique Financier 2013-2014. Le projet Ambatovy constitue l'un des facteurs potentiels qui différencie Madagascar aux restes du monde. Il est évident que l'Investissement direct dans ce projet amplifie l'avantage comparatif de Madagascar. Les responsables d'Ambatovy affirment même que « *Les exportations d'Ambatovy placeront Madagascar parmi les 10 premiers pays producteurs de nickel au monde, fournissant 3% de la consommation mondiale de nickel et 12% de la consommation mondiale de cobalt. Déjà en 2013, les exportations de nickel et de cobalt ont contribué à 85% de l'augmentation des exportations de Madagascar* »³⁷

Les recettes d'exportations en 2013, estimées à 4202,1 milliards d'Ariary, ont augmenté de 22,6% par rapport à celle de 2012 grâce à l'amélioration du niveau des prix (5,1%) et l'accroissement du volume exporté (16,7%). En 2012, la performance des exportations est étroitement liée (à la hausse de ces produits) aux produits du règne végétal (26,3%), aux produits minéraux (29,7%), à ceux des zones franches (13,2%). Toutefois, il

³⁷ www.ambatovy.com/docs/?lang=fr&p=430#sthash.XTqNCcSp.dpuf

convient de remarquer que les productions au niveau des projets miniers ont apporté d'importants parts dans les recettes d'exportations (92,8% en 2013 contre 44,8% en 2012).

L'exportation caractérise la pauvreté des pays en développement comme Madagascar dans la mesure où il s'agit d'exportation de produits bruts. En effet, ces produits devraient être faire l'objet de transformation avant d'être exportés vu que les biens finals sont d'autant plus chers. Les produits d'Ambatovy devraient être au moins utilisés par quatre entreprises de transformation afin de créer des produits finis ou manufacturés

IV.3.2 L'importation

Toujours selon le Rapport Economique et Financier 2013-2014, à la fin de l'année 2013, les importations sont évaluées à 7292,7 milliards d'Ariary contre 6451,5 milliards en 2012, soit un accroissement de 13% en valeur suite à une hausse de 27,6% du volume des importations en dépit d'une baisse de 11,4% du prix des importations. Pour ce qui est des zones franches, une hausse de 13,5% de la valeur des importations a été constatée suite à un accroissement de 12,9% du volume importé et une légère augmentation de 0,5% de leur prix. Ainsi, leur contribution à la variation de la valeur des importations totales a atteint 2,1%. Les « matières premières » ont connu une hausse de 4,7% en valeur et 50,8% en volume. Les importations d'énergie et des équipements se trouvent en baisse en 2013.

IV.4 Impacts sur l'investissement domestique

L'IDE peut jouer un rôle significatif vis-à-vis de l'investissement domestique. De même ce dernier envers l'autre. Ces deux investissements peuvent interagir simultanément. Un niveau élevé d'investissement domestique peut être comme un signal de bon rendement pour le pays d'accueil. Et l'IDE encourage le développement des entreprises du pays d'accueil en transférant indirectement leur compétence et savoir-faire par imitation, de plus les FMN possèdent des expériences et relations aux niveaux internationaux.

On peut constater des gains d'efficience dans les entreprises sans lien véritable avec l'entreprise directement concernée par les effets de démonstration et d'autres externalités analogues à celles observées au niveau de la technologie et du capital humain. (OCDE 2002)

Par ailleurs, il est également énoncé que « les IDE seraient plus efficaces que les investissements intérieurs en raison des liens des FMN avec les marchés internationaux tant

pour les approvisionnements que les débouchés, les technologies et les compétences de gestion auxquelles elles ont accès »³⁸

En ce sens, les FMN peuvent être en position dominante face aux entreprises locales car elles utilisent des techniques sophistiqués et peuvent réaliser des économies d'échelles importantes. A cet effet, on peut même envisager la constitution d'un monopole ou d'oligopole sur les marchés locaux mais aussi l'influence des FMN dans les politiques gouvernementales du pays. Les Zones et Entreprises Franches bénéficient d'une certaines exemptions fiscales et douanières à Madagascar et créent une concurrence déloyale par rapport aux régimes ordinaires, ces dernières devant s'acquitter des droits de douanes.

L'influence positive des FMN sur les entreprises locales n'est pas bien visible à Madagascar en matière de productivité car la majorité des entreprises d'investissement direct sont des zones franches³⁹. Le processus de production de ces entreprises franches n'a pas tout à fait de lien direct avec les entreprises locales. Dans les enclaves (zones franches), les technologies utilisées ainsi que les produits fabriqués par les FMN diffèrent fortement de ceux des entreprises locales [Kokko (1994)]⁴⁰. De cette manière, les possibilités d'interactions des firmes étrangères avec l'économie locale se trouvent très restreint.

IV.5 Impacts sur le transfert de technologie

L'IDE apporte de nouvelles technologies lors de son implantation, notamment à travers des externalités, des imitations que les entreprises locales absorbent et tendent à améliorer l'efficacité de sa production. On peut citer l'amélioration des systèmes de communication, réseau téléphonique, construction d'infrastructure comme les routes (pas forcément par le gouvernement) qui a un effet d'entraînement sur les populations et qui facilitent le transfert de savoir-faire. La construction du port d'Ehoala ou la modernisation du port de Tamatave sont des opportunités pour le développement régional apporté par les deux projets miniers (QMM et Sherritt).

Toujours selon l'OCDE, le transfert de technologies et leur diffusion s'opèrent par le biais de quatre mécanismes interdépendants :

³⁸Claire MAINGUY, L'impact des investissements directs étrangers sur les économies en développement, p.72

³⁹ Notamment l'industrie textile et confection

⁴⁰ OZYURT, Selin, « Les investissements directs étrangers entraînent-ils des effets de débordement vers les pays en développement? », *LAMETA UMR Etudes et synthèses*, ES 2008-01, p4

- Les liaisons verticales avec les fournisseurs ou les acquéreurs dans les pays d'accueil
- Les liaisons horizontales avec des entreprises concurrentes ou complémentaires de la même branche
- Les migrations de personnels qualifiés
- L'internationalisation de la recherche et développement

Les liaisons verticales ont plus de retombés positifs que les liaisons horizontales du fait que les FMN en entretenant, par exemple, des liaisons directs avec les fournisseurs exigent des produits de qualités et de ce fait, fournissent des assistances techniques et des formations pour améliorer la qualité du produit. En guise d'exemple, « Ambatovy est rapidement devenue l'un des plus grand clients de fournisseurs de biens et de services à Madagascar. Ambatovy a dépensé environ 2,8 milliards de dollars en achats locaux, dont 400 millions de dollars d'achat local en 2014. L'Ambatovy Local Business Initiative (ALBI) a été conçue pour fournir un appui aux entreprises et aux entrepreneurs locaux et favoriser la création d'emplois. ALBI offre aux petites, moyennes et micro entreprises (PMME) des formations et un renforcement de capacités visant à améliorer la qualité de leurs produits et services, et ainsi à les rendre plus compétitifs sur le marché »⁴¹

Toutefois, des conditions sont nécessaires pour que les pays d'accueils puissent appropriés totalement les retombés positifs des FMN. En fait ces derniers requièrent parfois un minimum de technologie dans la zone où elles s'installent, l'écart absolu de technologie entre les deux entreprises en question ne devrait pas être très éloigné. Le transfert de technologie n'est pas automatique car la nature de la technologie limite son transfert : la technologie n'est pas un bien quantitatif. Ainsi, la majorité des entreprises nouvellement créées se concentrent plutôt dans les zones présentant un niveau technologique important et des infrastructures développés. En 2013, les entreprises créées se répartissent comme suit : 66,7% à Antananarivo, 8,3% à Toamasina, 6,9% à Antsirabe et les restants sont répartis dans d'autres provinces (Rapport Economique et Financier 2013-2014). La majorité se concentre dans la région d'Analamanga (cf. annexe 7). Celle-ci peut conduire aussi à la marginalisation de nombreuses régions où vivent la majorité des ménages en situation de pauvreté extrême.

⁴¹ www.ambatovy.com/docs/?lang=fr&p=439

IV.6 Impacts sur le capital humain

Les firmes multinationales ont un rôle complémentaire dans le système éducatif mais ne peuvent pas le substituer totalement. La présence d'entreprise multinationale peut avoir un effet sur le capital humain dans la mesure où les dirigeants du pays connaissent en avance les exigences des FMN en matière de ressources humaines et orientent ensuite les qualifications professionnelles du pays et répondent à cette demande en temps utile. Cependant à Madagascar, en plus du manque de qualification en main d'œuvre, il y a inadéquation du système éducatif par rapport au besoin du marché local. La répartition des étudiants par domaine de spécialité selon la Classification Internationale Type de l'Education (CITE) de l'UNESCO, montre la prédominance des filières lettres et des sciences sociales qui accueillent près de 70% des étudiants. La place des filières techniques demeure limitée : le poids des filières industrielles et d'ingénieries est de 6%.

Pour une FMN, la nature de son activité détermine fortement le niveau de qualification de la main d'œuvre qu'elle sollicite ainsi que l'intensité des activités de formation qu'elle entreprend. Les FMN attirées par les bas coûts salariaux⁴² seraient moins disposées à conduire des activités de formation de la main d'œuvre locale. En revanche, les FMN dont l'activité est orientée vers le marché domestique sont généralement plus intenses en capital et elles s'engageraient plus volontiers dans les activités de formation pour satisfaire leur besoin en main-d'œuvre qualifiée [Kumar (1996)]⁴³

Or les IDE à Madagascar sont de plus en plus encrés dans les activités extractives et s'intéressent à l'abondance des mains d'œuvre à bas coûts salariaux. La plupart des IDE dans le pays seraient entrepris en vue de réexporter mais non pas de servir le marché local, à savoir les zones franches et les projets miniers. Tous ces faits, que ça soient de Madagascar ou de la FMN, montrent que l'impact de l'IDE sur le capital humain dans le pays peut s'avérer limité dans notre cas.

IV.7 Autres impacts de l'IDE à Madagascar

Les impacts de l'IDE du point de vue pays d'accueil ne se résument pas seulement à ses aspects cités ci-dessus, même si on s'intéresse d'avantage aux aspects économiques.

⁴² Notamment celles dont l'activité est basée sur l'assemblage de pièces détachées et de composants ou sur l'extraction de ressources naturelles

⁴³ OZYURT, Selin, « Les investissements directs étrangers entraînent-ils des effets de débordement vers les pays en développement ? », *LAMETA UMR Etudes et synthèses*, ES 2008-01, p4

L'implantation des firmes multinationales a aussi des retombées au niveau social, au niveau de l'environnement.

Pour ce dernier, les FMN peuvent être avantageuses en terme de préservation de l'environnement du fait de ses apports en nouvelles technologies et pratiques, qui seront imitées et utilisées par les firmes locales. Toutefois, il y a un risque que le pays d'accueil soit un lieu de déversoir de production qui n'est plus acceptable dans les pays d'origine. Le maintien de l'environnement dépend en grande partie des restrictions du gouvernement du pays d'accueil. Mais il est toujours possible que les activités d'exploitations des FMN ont des répercussions négatives aux alentours en matière d'environnement. C'est le cas d'un projet d'exploitation de fer par la société chinoise WISCO⁴⁴ et de la construction du port de Soalala; le lieu qui répond aux critères d'implantation du port serait aux alentours d'une baie qui abrite une des aires protégées de Madagascar de National Park, selon les opérateurs chinois. Les externalités négatives sont donc aussi certaines, ceux-ci entraîneraient une perturbation à la vie sauvage des animaux dans ce parc ainsi que la perte d'originalité.

Ensuite, au niveau social, il est déjà avancé que l'IDE peut être source de revenu pour la population par la création d'emploi notamment quand il emploie une forte intensité de main d'œuvre, un moyen de transfert de connaissance et de savoir-faire. Cependant, comme l'impact sur l'environnement cité ci-dessus, les activités d'exploitations peuvent toujours entraîner des effets négatifs au niveau de la population résidant aux alentours d'un projet. Toujours le projet d'exploitation de fer par la société chinoise WISCO, « *l'accaparement par le projet Fer des terrains de cultures et des zones de pâturage empêchera la poursuite des activités génératrices de nourritures et de revenus des agriculteurs et des éleveurs* »⁴⁵. Ainsi, le projet provoque aussi des distorsions au niveau social.

IV.8 Modélisation empirique de l'impact de l'IDE sur la croissance

Compte tenu de l'impact de l'IDE sur ces différents éléments, l'IDE devrait contribuer à la croissance économique du pays. Dans cette section on va essayer de comparer l'influence des différentes sources de financement à Madagascar. L'IDE présente de nombreux facteurs qui stimulent la croissance. On va essayer de modéliser cet impact de l'IDE sur la croissance.

⁴⁴WISCO : Wuhan Iron and Steel Corporation

⁴⁵ <http://terresmalgaches.info/spip.php?article71>

Pour ce faire, on va prendre la croissance économique, qui est mesuré par le PIB, comme variable expliquée et les variables exogènes seront les différentes sources de financement, à savoir :

- L'investissement Direct Etranger (IDE)
- L'investissement Domestique (ID)
- L'exportation (EXP)

IV.8.1 Modèle économétrique, donnée et méthodologie

Le modèle économétrique que nous estimons est de forme très réduite et très simple pour expliquer la performance économique de Madagascar. L'indicateur de cette performance est donc supposé dépendre du flux d'IDE à Madagascar, l'exportation Malagasy, et l'investissement domestique.

L'équation estimée est de la forme suivante :

$$\text{PIB}_t = a_0 + a_1\text{IDE}_t + a_2\text{ID}_t + a_3\text{EXP}_t + u_t \quad (1)$$

PIB_t = PIB au temps t

IDE_t = Flux d'IDE entrant à Madagascar pour l'année t

ID_t = Investissement Domestique pour l'année t, évalué par la Formation Brute du capital Fixe

EXP_t = Exportation des biens et services pour l'année t

a_0, a_1, a_2, a_3 sont les paramètres du modèle

U_t : l'erreur de spécification

t : allant de l'année 1986 à 2009

n=nombre d'année=24

Les investissements directs étrangers, les exportations, l'investissement domestique sont extraits de la base des données de la banque mondiale sur le site www.banquemondiale.org (cf. annexe 12). Toutes les variables sont exprimées en dollar US et sont observés en moyenne sur les périodes 1986,1990,...2009 qui nous donnent un nombre d'observation égal à 24.

Pour avoir avec précision le résultat et aussi pour bien voir l'élasticité entre les variables exogène, on utilisera le modèle suivant :

$$IPIB_t = \alpha_0 + \alpha_1 IIDE_t + \alpha_2 IID_t + \alpha_3 IEXP + \xi_t \quad (2)$$

Avec $IPIB = \log^{46}(PIB)$; $IIDE = \log(IDE)$; $IEXP = \log(EXP)$

IV.8.2 Résultats des estimations

L'estimation du modèle s'est fait par la méthode des Moindres Carrées Ordinaires(MCO), et nous avons recours au logiciel Stata 11. Pour vérifier et respecter les hypothèses des estimateurs MCO, nous avons déjà corrigé l'hétéroscédasticité des erreurs et nous avons fait un test d'autocorrélation des erreurs et test de normalité des erreurs (cf. annexe 14 et 15).

TABLEAU 10 : Résultats d'estimation de l'impact de l'IDE sur la croissance

<i>Variable expliquée :</i>		IPIB	
<i>Variable explicative</i>	<i>Coefficient</i>	<i>t-Stat</i>	<i>P> t </i>
Constante	14.2654	10.34	0.000
IIDE	0.0131	0.92	0.370
IID	0.1999	5.64	0.000
IEXP	0.1687	2.12	0.046
Indicateur de qualité du modèle	R ² = 0,9455 Nombre d'observation : 24		

Source : Nos calculs (Résultats de Stata 11, cf. annexe 13)

IV.8.3 Interprétation

Le R-squared ou R² de l'estimation est égal à 0,9455, signifie qu'on peut accepter ce modèle et aussi que la variabilité des variables explicatives du modèle expliquerait 94,55 % de la variabilité du niveau du PIB.

Concernant les coefficients, on peut dire que toutes les variables exogènes sont reliées ou corrélées positivement à la variable explicative car elles sont toutes de signe positif. Mais au niveau de la significativité individuelle, la lecture des t de student ou des probabilités

⁴⁶ Une fonction logarithme népérienne

montre que la variable investissement domestique est la plus significative. La croissance économique est expliquée en grande partie par l'investissement intérieur.

La variable exportation est aussi significative à un risque fixé à 5% même si le niveau d'exportation n'arrive pas toujours à combler le déficit commercial. Les trois premiers produits d'exportations de Madagascar sont le textile, les crevettes et la vanille qui sont des sources de devises pour le pays notamment pour renforcer les ressources financières de l'Etat mais en grande partie aussi, source de revenu pour les populations les plus démunies et les petites exploitations artisanales. L'exportation des produits miniers va renforcer l'entrée de devise quand les phases d'exploitations seront définitives.

Parcontre, on constate que la variable IDE n'est pas significative, cela peut s'expliquer par le fait de la concentration de cet investissement dans la branche extractive ce qui limite son avantage. Mais aussi que la majorité des flux entrants d'investissements directs étrangers à Madagascar se situe dans les zones franches (enclaves) qui restreignent la diffusion de spillovers dans l'économie. De plus, même s'il y a des projets d'exploitations de grande envergure à Madagascar comme le projet Ambatovy, les mains d'œuvres sont abondantes mais la majorité est non qualifiée et/ou inadéquate au besoin du marché. Le concours de l'IDE à la croissance économique à travers le capital humain est faible. Il faut aussi remarquer que durant la période considérée, certains projets d'exploitation sont encore en phase d'installation notamment en 2007 le début de mise en œuvre des investissements, en construcion. Et avant l'année 2000, les entrées nettes d'IDE étaient quasi inexistantes. L'entrée d'IDE n'a pas encore atteint un niveau seuil pour en faire bénéficier à toute l'économie et toutes les couches sociales. Divers conditions ne sont pas encore réunies pour recevoir les IDE comme le niveau d'infrastructure, le developpement du marché financier, bref un stade de developpement requis et une bonne capacité d'absorption.

CONCLUSION

L'Investissement Direct Etranger est devenu un moyen d'étendre l'activité des FMN et un moyen plus facile d'accaparer de richesses. Les FMN sont toujours ou presque gagnant dans cette activité de poursuite de profit. De l'autre côté, le pays hôte bénéficie aussi de source de financement pour dynamiser l'économie. Pour le cas de Madagascar, le flux d'IDE a commencé à diminuer depuis 2009 à cause d'une crise politique et économique, et on avait tendance à croire que la croissance économique de Madagascar était liée à l'afflux d'IDE. La question qui a été posée au début était de savoir l'impact de l'IDE sur l'économie de Madagascar ? Serait-il bénéfique ?

Madagascar possède de nombreux potentiels pour attirer les IDE notamment l'abondance en ressource naturelle, et aussi l'abondance en main d'œuvre à bon marché. La contribution de l'IDE dans les secteurs d'activités à Madagascar n'est pas la même. C'est dans le secteur secondaire (minier, textile,...) que l'on constate le plus d'afflux d'IDE, mais celle-ci ne requiert pas assez de compétence ou de niveau d'étude. Cependant, l'impact de l'IDE se révèle limité et n'atteint pas tellement les cibles auxquels il était assigné. On reconnaît que l'IDE contribue bien à l'amélioration de la croissance économique par la création d'emploi, par la modification de la structure du commerce extérieur mais le gouvernement en dehors de sa politique d'attractivité des IDE devrait aussi se consacrer pour maximiser les bénéfices et minimiser les pertes obtenues de l'IDE.

Les dirigeants aveuglés par ses gains personnels peuvent être réticent face aux problèmes qui résultent de l'implantation des FMN notamment dans le domaine de l'environnement. L'épuisement des ressources, les pollutions engendrées par les firmes sont susceptibles de créer une contrainte pour le développement durable. L'entreprise multinationale peut nuire aux entreprises locales par des concurrences déloyales mais peut aussi apporter des innovations.

Madagascar a un potentiel économique et d'attraction extraordinaire. Ce qui manque, ce sont les facteurs d'impulsions qui dépendent en grande partie du rôle joué par le gouvernement pour mettre en valeur les potentiels de Madagascar en instaurant un cadre favorable à l'IDE. La stabilité politique, la stabilité économique, l'orientation de la population dans certains domaines incombent en grande partie à l'Etat. Une main d'œuvre peu coûteuse mais qualifiée, les avantages concurrentiels intègrent aussi dans le choix des investisseurs. La

question qui devra se poser après l'arrivée des IDE, est de savoir comment obtenir le meilleur gain possible pour le pays hôte en matière d'IDE.

ANNEXES

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 1 : Comparaison internationale des salaires et du coût unitaire du travail

ANNEXE 2 : Effectif de la Main d'œuvre à Ambatovy en 2013

ANNEXE 3 : Répartition du PIB par secteur pour l'année 2013

ANNEXE 4 : Branches performantes en 2013

ANNEXE 5 : Branches non performantes en 2013

ANNEXE 6 : Évolution de la balance commerciale de Madagascar Période 2010–2015

ANNEXE 7 : Évolution des effectifs (en pourcentage) des établissements créés à Madagascar selon la Région d'implantation Période : 2010–2013

ANNEXE 8 : Contraintes majeures dans l'environnement des affaires à Madagascar sur 532 firmes interrogées en 2013

ANNEXE 9 : Classement de Madagascar en matière de compétitivité

ANNEXE 10 : Recettes Minières en 2013

ANNEXE 11 : Partage de la ristourne minière

ANNEXE 12 : Base de données du modèle (en dollar US)

ANNEXE 13 : Résultats d'estimation de la relation de la fonction de PIB

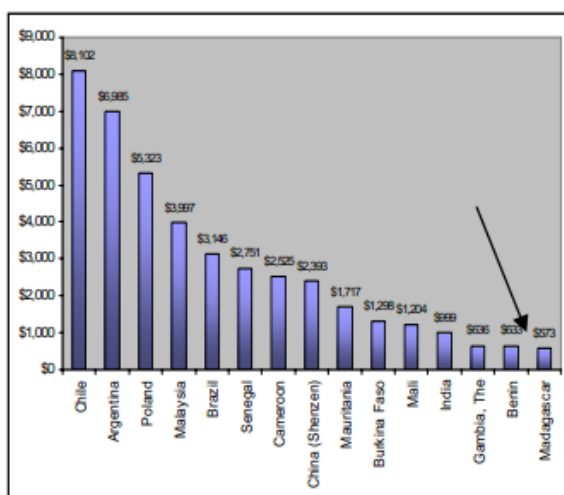
ANNEXE 14 : Test de normalité des résidus

ANNEXE 15 : Test d'autocorrélation des erreurs

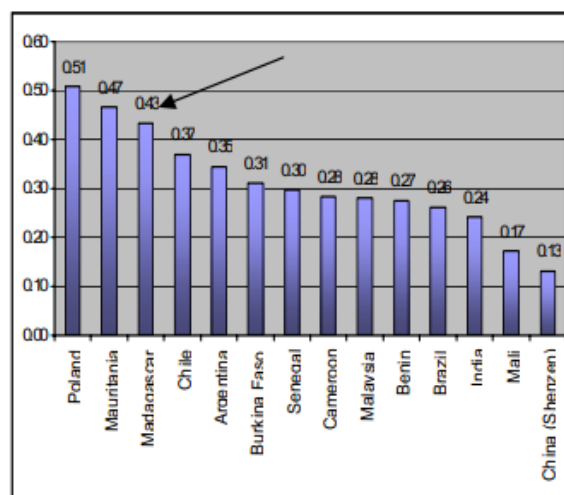
ANNEXE 1: Comparaison internationale des salaires et du coût unitaire du travail

Les salaires à Madagascar sont parmi les plus bas au monde mais la faible productivité contribue à réduire la compétitivité du travail mesurée par son coût unitaire.

Salaires



Coût unitaire de la main d'œuvre



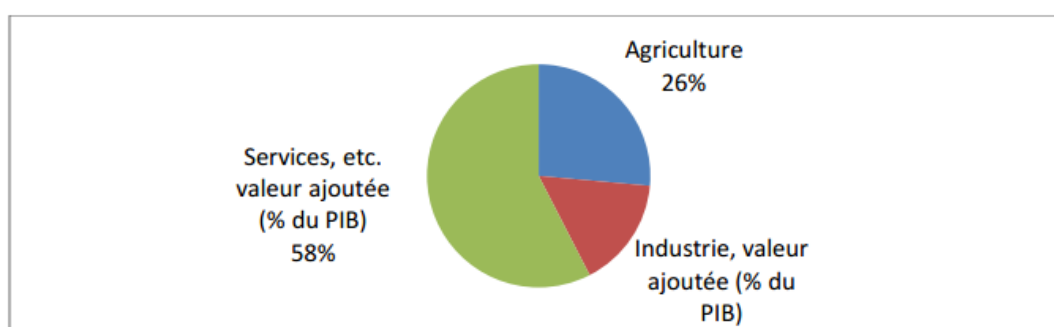
Source : Banque Mondiale, *Madagascar : Vers un agenda de relance économique*, 2010, p182

ANNEXE 2 : Effectif de la Main d'œuvre à Ambatovy en 2013

Employés et Sous-traitant	2012	2013	Variation (%)
Nationaux	2 585	2 837	9,7
Philippins	354	320	-9,6
Expatriés	258	211	-18
Sous-traitants	6 029	6 228	3,3
Total	9226	9 596	4,4

Source : Ministère de l'économie et de la planification, *Rapport Economique Financier 2013-2014*

ANNEXE 3 : Répartition du PIB par secteur pour l'année 2013



Source : Banque Mondiale/Base des données WDI

ANNEXE 4 : Branches performantes en 2013

Rubrique	Contribution à la formation du PIB du Secteur Secondaire (%)	Croissance Annuelle (%)	
		2012	2013
INDUS. EXTRA.	13,8	183,2	219,2
ENERGIE	7,4	3,9	5,6
INDUS. ALIMEN	11,2	1,4	3
INDUS. BOISSONS	15,5	1,4	3,2
INDUS. CORPS GRAS	1,6	3,4	6,6
INDUS. BOIS	0,9	-3,9	3,3
INDUS. METALLIQUE	7	1,8	2,3
MAT. DE TRANSPORT	0,8	1,5	2
INDUS. PAPIER	0,6	0	2,9
AUTRES	0,1	-7,8	2
ZFI	27	3,5	5,9
ENSEMBLE	85,7	-	-

Source : Ministère de l'économie et de la planification, *Rapport Economique Financier 2013-2014*

ANNEXE 5 : Branches non performantes en 2013

RUBRIQUES	Contribution à la formation du PIB du Secteur Secondaire (%)	Croissance Annuelle (%)	
		2012	2013
AGRO-INDUSTRIE	4,6	28,9	11,4
INDUSTRIES TABAC	2	2,8	-12,4
PHARMACIE	2,7	1,5	-6,6
INDUSTRIES TEXTIL	0,3	1,9	0,5
INDUS. CUIR	0	1,4	0,6
MAT. CONSTRUCTI	3,2	2,5	-7,7
APPAREIL ELECT	1,3	1	1
ENSEMBLE	14,3	-	-

Source : Ministère de l'économie et de la planification, *Rapport Economique Financier 2013-2014*

ANNEXE 6 : Évolution de la balance commerciale de Madagascar Période 2010–2015 (Valeur : Milliards d'Ariary)

Année	Importation valeur CAF	Exportation valeur FOB	Balance commerciale
Sept. 2015	6 131 774 196 511	4 408 891 028 730	-1 722 883 167 781
2014	8 047 888 322 776	5 386 624 516 048	-2 661 263 806 728
2013	5 961 869 769 925	3 592 332 139 887	-2 369 537 630 038
2012	5 451 302 019 672	2 638 649 940 819	-2 812 652 078 853
2011	5 941 357 370 749	2 933 372 823 292	-3 007 984 547 457
2010	5 525 521 987 788	2 414 708 628 447	-3 110 813 359 341

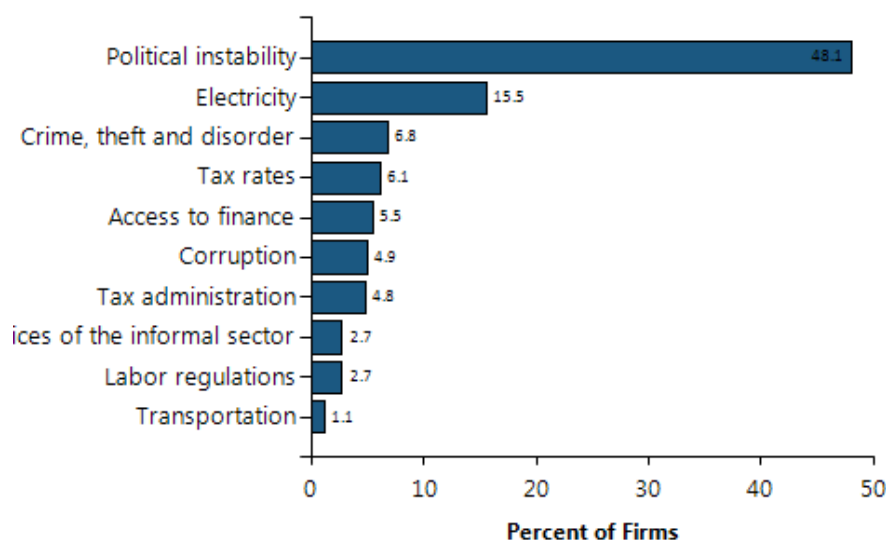
Source : INSTAT, www.instat.mg

ANNEXE 7: Évolution des effectifs (en pourcentage) des établissements créés à Madagascar selon la Région d'implantation Période : 2010–2013

Région	2010	2011	2012	2013	Moyenne annuelle
Analamanga	49	26	21	34	32,42
Vakinankaratra	4	15	8	6	8,45
Itasy	2	4	4	5	3,66
Bongolava	4,50	1,35	0,95	3,02	2,45
Haute Matsiatra	1,98	3,97	10,03	5,74	5,43
Amoron'i Mania	2,02	1,26	2,34	1,89	1,88
Vatovavy Fitovinany	1,73	1,67	1,15	3,35	1,98
Ihorombe	1,16	0,66	0,28	2,05	1,04
Atsimo Atsinanana	1,85	1,43	1,04	1,08	1,35
Atsinanana	5,27	5,35	6,37	5,88	5,72
Analanjirifo	3,62	5,86	4,03	3,15	4,16
Alaotra Mangoro	1,64	2,79	4,87	4,99	3,57
Boeni	3,40	8,29	6,46	5,30	5,86
Sofia	1,66	1,62	5,37	3,78	3,11
Betsiboka	3,20	0,60	1,08	1,25	1,53
Melaky	0,69	0,27	0,41	2,19	0,89
Atsimo Andrefana	2,22	4,04	2,87	2,35	2,87
Androy	0,99	2,14	3,84	1,66	2,16
Anosy	0,99	2,14	3,84	1,66	2,16
Menabe	1,10	3,15	1,66	2,86	2,19
Diana	6,03	6,51	10,73	1,46	6,19
SAVA	1,83	2,57	3,65	0,36	2,10
Total	100	100	100	100	100,00

Source : Elaboré par l'auteur à partir de la base de données de l'INSTAT sur www.instat.mg

ANNEXE 8 : Contraintes majeures dans l'environnement des affaires à Madagascar sur 532 firmes interrogées



Source: 2013 Enterprise Survey (World Bank)

ANNEXE 9 : Classement de Madagascar en matière de compétitivité

Indicateur	Classement de Madagascar	Source
Qualité du Climat d'affaires	134 sur 183 pays	Doing Business 2010 (World Bank)
Performance en logistique commerciale	88 sur 155 pays	Logistic Index 2010 (World Bank)
Qualité des connaissances	112 sur 134 pays	Knowledge economy Index 2008 (World Bank)
Compétitivité de l'économie	121 sur 133 pays	Growth Competitiveness 2009-2010 (World Economic Forum)

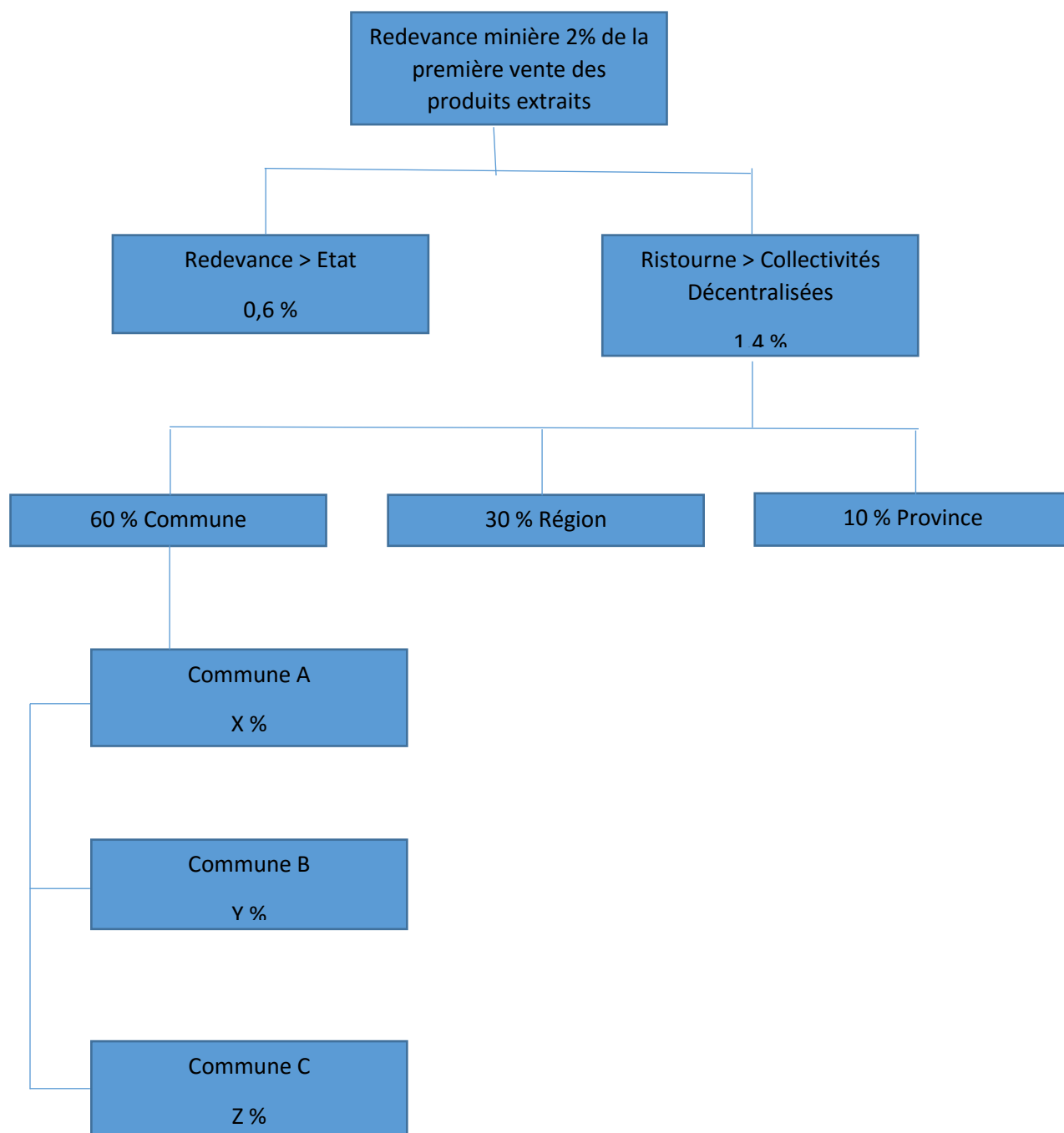
Source : Banque Mondiale, *Madagascar : Vers un agenda de relance économique*, 2010, p194

ANNEXE 10 : Recettes Minières en 2013

Rubrique	Recettes en Ariary
Redevance minière	1 429 880 362
Ristourne minière	3 342 775 078
Droit de conformité	380 442 148
Frais de poinçonnage	9 292 255
Frais d'administration minière	9 965 106 772
Valeur d'exportation	1 259 690 578 739

Source : Ministère de l'économie et de la planification, *Rapport Economique Financier 2013-2014*

ANNEXE 11: Partage de la ristourne minière



Source : Banque Mondiale, *Madagascar : Vers un agenda de relance économique*, 2010, p137

ANNEXE 12 : Base de données du modèle (en dollar US)

Année	PIB	INVESTISSEMENT DOMESTIQUE	IDE	EXPORTATION
1986	2907988681	286150664,6	14040000	616673821
1987	2942247275	333734218,4	3470000	640784017
1988	3042384219	446754790	2910000	606932562
1989	3166479810	468046308,3	12816215,16	844893284,9
1990	3265591559	599121092,9	22387360,46	768599837,7
1991	3059547936	259903772,6	13681239,65	785065384,3
1992	3095838835	377775161,2	21132352,15	788917969
1993	3160744948	410659360,6	15357022,02	831666941,8
1994	3158481594	351860695,3	5728097,918	915442643,9
1995	3212561532	357638555,3	9710167,974	945809938,1
1996	3281596749	402074786,2	10161891,8	987756432
1997	3402802283	425101899,4	14005421,13	950644880,4
1998	3536611917	502924973,3	16635429,8	908401609,4
1999	3701386758	509873705,4	58385285,91	1048081960
2000	3877575177	583379820,6	82952580,71	1189613717
2001	4110920842	716880531,8	93059224	1303737889
2002	3589911444	448050328,7	14661798,07	705403640,3
2003	3941180407	599619345,4	12874087	980724211,1
2004	4148368403	929018629,7	52910748	1076586131
2005	4339312825	843571018,8	85444105	1100110498
2006	4557258852	1006693374	294512763,6	1289347834
2007	4841663813	1317070519	773295915,2	1711222461
2008	5186794028	1858728644	1169359714	1654247883
2009	4949331455	1452814147	1066058460	1807771881

Source : Banque Moniale/ Base des données WDI

ANNEXE 13 : Résultats d'estimation de la relation de la fonction de PIB

```
. reg log_pib log_id log_ide log_exp, robust
```

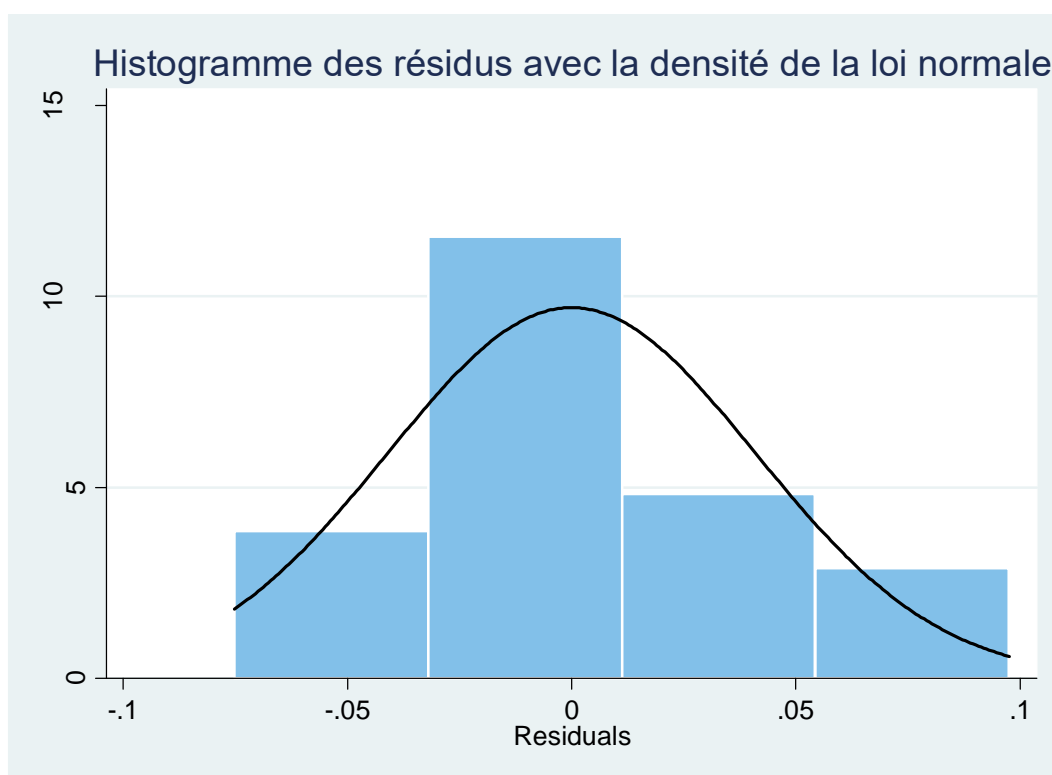
Linear regression

Number of obs = 24
F(3, 20) = 251.91
Prob > F = 0.0000
R-squared = 0.9455
Root MSE = .04406

log_pib	Coef.	Robust Std. Err.	t	P> t	[95% Conf. Interval]	
log_id	.1999362	.0354435	5.64	0.000	.1260024	.2738701
log_ide	.0131284	.0143019	0.92	0.370	-.016705	.0429617
log_exp	.1687861	.0795256	2.12	0.046	.0028986	.3346736
_cons	14.2654	1.379799	10.34	0.000	11.38719	17.14361

Source : Nos calculs sur Stata 11

ANNEXE 14 : Test de normalité des résidus



Source : Nos calculs sur Stata 11

Ce test est essentiel car les tests de significativité globale et individuelle des coefficients estimés du modèle repose sur l'hypothèse de la normalité des résidus

On a dans le graphique, l'histogramme des résidus avec la distribution de la loi normale, l'histogramme est symétrique suivant la loi normale, nous pouvons affirmer donc la normalité des résidus

Test de normalité de Skewness et Kurtosis

```
. predict u,residuals
. hist u,norm
(bin=4, start=-.07516449, width=.04320498)
. sktest u
```

Skewness/Kurtosis tests for Normality					
Variable	Obs	Pr(Skewness)	Pr(Kurtosis)	adj chi2(2)	joint Prob>chi2
u	24	0.2131	0.3905	2.54	0.2809

Source : Nos calculs sur Stata 11

Prob>Chi2=0.2809> 0.01 donc Résidus normaux. On peut conclure que les résidus suivent la loi normale, ce qui confirme la véracité des tests de significativité individuelle et globale des coefficients.

ANNEXE15 : Test d'autocorrélation des erreurs

```
. reg u l1.u l2.u
```

Source	SS	df	MS			
Model	.009187335	2	.004593667	Number of obs = 22		
Residual	.029584721	19	.001557091	F(2, 19) = 2.95		
Total	.038772056	21	.001846288	Prob > F = 0.0766		
				R-squared = 0.2370		
				Adj R-squared = 0.1566		
				Root MSE = .03946		

u	Coef.	Std. Err.	t	P> t	[95% Conf. Interval]	
u						
L1.	.4725658	.2308712	2.05	0.055	-.0106531	.9557848
L2.	.0406439	.2323599	0.17	0.863	-.445691	.5269787
_cons	-.0004398	.0084269	-0.05	0.959	-.0180775	.0171978

Source : Nos calculs sur Stata 11

Il n'existe pas d'autocorrélations des erreurs, on peut donc affirmer que nos estimateurs sont BLUE⁴⁷. L1 et L2 ne sont pas significatifs : $P>|t| > 0,05$

⁴⁷ Best Linear Unbiased Estimator

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages :

BONIN, Bernard, *L'Entreprise Multinationale et l'Etat*, Etudes Vivantes, Tendances actuelles, Montréal, 1984,

GUELLEC Dominique et RALLE Pierre, *Les nouvelles théories de la croissance*, Collection Repères, Ed. La Découverte, 5^{ème} éd, Paris 2003, 119p

MAROIS, Bernard, *le risque pays*, presses universitaires de France, 1990, 127p

MONTOUSSE, Marc, *Nouvelles théories économiques*, Ed Bréal, Paris, 2002, 128p

TAPIA, Corinne, *Les Délocalisations Internationales*, Hatier 1995, 79p

Revue et articles:

ALAYA Marouana et al. « A quelles conditions les IDE stimulent-ils la croissance ? IDE, croissance et catalyseurs dans le pays méditerranéens », *Mondes en développement* 2009/4 (n°148), p119-138

Bénédict de Saint-Laurent, « L'impact des IDE sur le développement économique des pays. Etat de l'art et application de la région MED », *ANIMA Investment Network*, ANIMA Déc. 2010, 19p

LAZAMANANA André Pierre, « Les facteurs déterminants des investissements directs étrangers dans le pays en voie de développement. Analyse comparative de l'attractivité territoriale de l'Ile Maurice et de Madagascar », *revue de la faculté DEGS*, 2012, p123-137

MAINGUY Claire, « L'impact des investissements directs étrangers sur les économies en développement ». *Revue région et Développement*, p66-85

OZYURT, Selin, « Les investissements directs étrangers entraînent-ils des effets de débordement vers les pays en développement ? », *LAMETA UMR Etudes et synthèses*, ES 2008-01, 7p

RAZAFINDRAKOTO Mireille (1995), « Les déterminant des investissements directs étrangers à Madagascar : quelle leçon peut-on tirer de l'expérience asiatique et mauricienne ? ». *Projet MADIO*, INSTAT, p186-217

R.A. Mundell, « International Trade and Factor Mobility », *American Economic Review*, vol. XLVII, n°3, juin 1957

VERNON R. (1966): “International investment and international trade in the product cycle”, *Quarterly Journal of Economics*, 80, 1996

VERNON R. (1979): “The product cycle hypothesis of international trade: US export of consumer durables”, *Oxford Bulletin of Economics and statistics*, Vol. 41, No 4, November 1979, Pg 255-258.

Rapports :

Banque Mondiale, *Madagascar : vers un agenda de relance économique*, œuvrer pour un monde sans pauvreté, Juin 2010, 366p

Banque Mondiale, *Madagascar Country Environmental Analysis*, éd. 2013, 28p

BCM et INSTAT, *Etude sur les Investissements Directs Etrangers à Madagascar 2012-2013*, BCM Antananarivo, 2015, 47p

BCM et INSTAT, *Etude sur les Investissements Directs Etrangers à Madagascar 2011-2012*, BCM Antananarivo, 2014, 46p

BCM et INSTAT, *Etude sur les Investissements Directs Etrangers à Madagascar 2010-2011*, BCM Antananarivo, 2013, 46p

BCM, *Rapport annuel 2013*

CNUCED, *Examen de la politique d'investissement de Madagascar*, octobre 2015, 62p

CNUCED, *Rapport sur l'investissement dans le Monde*, 2015, 67p

FMI, *Manuel de la balance de paiement*, 4^{ème} Ed., 1997,

Ministère de l'économie et de la planification, *Rapport Economique et Financier 2013-2014*, octobre 2014, 155p

OCDE, *optimiser les avantages et minimiser les coûts*, in L'investissement direct étranger au service du développement, synthèse, les éditions de l'OCDE, Paris, 2002, 38p

OCDE, *Définition de référence des Investissements Directs Internationaux*, 4^{ème} éd., 2008, 288p

Autres :

PERROUX, François, *Dictionnaire économique et social*, Hatier, 1990

WEBOGRAPHIE

www.ambatovy.com

www.bianco-mg.org

www.banquemondiale.org

www.cairn.info

www.enterprisesurveys.org

www.google.mg

www.instat.mg

www.madagascar-tourisme.com

TABLES DES MATIERES

REMERCIEMENTS.....	i
SOMMAIRE	ii
LISTE DES ABREVIATIONS	iii
LISTE DES TABLEAUX	v
LISTE DES GRAPHIQUES	vi

INTRODUCTION.....	1
-------------------	---

Partie I : APERCU DE L'IDE ET DES FIRMES MULTINATIONALES.....	3
---	---

Chapitre I : Définition et caractéristique de l'Investissement Direct Etranger et des firmes multinationales	4
--	---

I.1.IDE et FMN	4
----------------------	---

I.1.1. L'investissement Direct Etranger	4
---	---

I.1.1.1 Définition de l'IDE.....	4
----------------------------------	---

I.1.1.2 L'entreprise d'investissement direct	6
--	---

I.1.2 La firme multinationale.....	7
------------------------------------	---

I.1.1.2 Définitions	7
---------------------------	---

I.1.2.2 Eléments caractéristiques de l'entreprise multinationale	8
--	---

I.1.2.3 Différence entre investissement direct et l'entreprise multinationale	9
---	---

I.2. Typologie de l'IDE	9
-------------------------------	---

I.2.1 Selon le mode de calcul	9
-------------------------------------	---

I.2.2 Selon la mode d'entrée :	10
--------------------------------------	----

I.2.3 Selon la logique de sa création.....	11
--	----

I.3 L'IDE dans le monde.....	11
------------------------------	----

I.3.4 Tendance globale de l'IDE	12
I.3.5 Les principaux pays investisseurs et les pays destinataires	13
I.3.4 Répartition sectorielle de l'IDE dans le monde	14
Chapitre II : Théories, Stratégies et déterminants des IDE et théorie de la croissance	16
II.1 Théories des IDE	16
II.1.1 Théorie du cycle international de vie d'un produit.....	16
II.1.2 Théorie de l'oligopole international	16
II.1.3 L'approche éclectique.....	17
II.1.4 L'approche par l'économie internationale	18
II.2 Les stratégies des IDE	19
II.2.1 La stratégie d'accès aux ressources naturelles.....	19
II.2.2 La stratégie d'accès au marché	19
II.2.3 La stratégie de minimisation des coûts : la stratégie verticale.....	20
II.2.4 La stratégie de partenariat.....	20
II.3 Les déterminants des IDE	20
II.3.1 La stabilité politique	21
II.3.2 La stabilité économique.....	22
II.3.3 Autres déterminants de l'IDE	23
II.3.3.1 La taille du marché.....	23
II.3.3.2 Les ressources naturelles.....	23
II.3.3.3 Les facteurs de productions	23
II.4 Théorie de la croissance économique.....	24
II.4.1 La croissance économique	24
II.4.2 Théorie de la croissance endogène	25
II.4.3 Les déterminants de la croissance endogène	26
II.4.3.1. Le capital physique	26
II.4.3.2 La technologie.....	27

II.4.3.3 Le capital humain.....	27
II.4.3.4. Le capital public.....	27
II.4.4 Relation IDE et croissance	28
Partie II : APPROCHE EMPIRIQUE DE L'IDE A MADAGASCAR	30
Chapitre III : Situation de l'IDE à Madagascar.....	31
III.1 Situation économique de Madagascar.....	31
III.2 Les flux et stocks d'investissement directs étrangers à Madagascar	32
III.2.1 Les flux d'IDE.....	32
III.2.2 Les stocks d'IDE	34
III.3 Origine des capitaux d'IDE.....	36
III.4 Répartition sectorielle des IDE	38
III.5 Déterminant des IDE à Madagascar	40
III.5.1 Le secteur minier	40
III.5.2 Les ressources naturelles	41
III.5.3 Le tourisme.....	41
III.5.4 L'agriculture.....	42
III.5.5 Le taux d'inflation : un indicateur de stabilité économique.....	43
III.6 Les obstacles de l'IDE à Madagascar	44
III.6.1 L'instabilité politique	44
III.6.2 La corruption	45
III.6.3 La main d'œuvre	45
III.6.4 Autres obstacles.....	46
III.7 Politique et mesure en matière d'IDE	47
Chapitre IV : Les impacts de l'IDE à Madagascar	49
IV.1 Impacts sur l'emploi	49
IV.2 Impacts sur la production.....	50
IV.3 Impacts sur le commerce extérieur	52

IV.3.1 L'exportation.....	52
IV.3.2 L'importation	53
IV.4 Impacts sur l'investissement domestique	53
IV.5 Impacts sur le transfert de technologie	54
IV.6 Impacts sur le capital humain	56
IV.7 Autres impacts de l'IDE à Madagascar	56
IV.8 Modélisation empirique de l'impact de l'IDE sur la croissance.....	57
IV.8.1 Modèle économétrique, donnée et méthodologie	58
IV.8.2 Résultats des estimations	59
IV.8.3 Interprétation	59
CONCLUSION.....	61
 ANNEXES.....	 vi
BIBLIOGRAPHIE	xviii
WEBOGRAPHIE.....	xx
TABLES DES MATIERES	xxi

Auteur : RANDRIANTOETRA Mamitiavina Hermann

Titre : *DETERMINANTS ET IMPACTS DE L'INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER A MADAGASCAR*

Nombre de pages : 62

Tableaux : 10

Graphiques : 5

Annexes : 15

Contact : 0331744282

e-mail : mamitiavina@gmail.com

Adresse de l'auteur : Lot IVL 63 Anosivavaka-Ambohimanarina

Résumé

La performance économique de Madagascar s'avère décevante au moins depuis trois décennies. La croissance économique reste faible et n'arrive pas suffisamment à subvenir aux besoins du pays. Pourtant les ressources du pays sont nombreuses, uniques en son genre mais la majeure partie reste sous-exploitée ou même inexploitée. C'est dans cette optique que la présente étude a été faite. Madagascar devra se bâtir sur les atouts qu'elle présente, notamment sa diversité environnementale, ses ressources minières, et en partie la disponibilité de ses mains d'œuvre. Pour cela, l'attraction des IDE se veut être nécessaire pour pouvoir exploiter ces ressources et dynamiser l'économie. L'IDE a une importance majeure grâce à ses effets d'externalité, aux apports de capitaux, c'est un moyen de soutenir le développement économique. Mais ces avantages nets ne sont pas automatiques. Le travail s'intéressera à l'étude de l'influence de l'IDE sur la croissance économique de Madagascar.

Mots clés : croissance économique, investissement, pays d'accueil, firme multinationale, PIB, politique économique, attractivité

Encadreur : Monsieur Herinjatovo RAMIARISON